

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

Rapport financier
du troisième trimestre de 2015

pour la période close le 3 octobre 2015

Table des matières

Rapport de gestion	1
Importance relative et énoncés prospectifs	1
1 Résumé	2
2 Activités de base et stratégie	8
3 Facteurs de rendement clés	8
4 Capacités	9
5 Risques et gestion des risques	10
6 Liquidités et ressources en capital	11
7 Évolution de la situation financière	15
8 Revue des activités d'exploitation	17
9 Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les méthodes comptables	24
États financiers consolidés résumés intermédiaires	26
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire	26
État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière	27
État consolidé résumé intermédiaire du résultat global	28
État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres	29
État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie	30
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires	31
1 Constitution, activités et instructions	31
2 Règles de présentation	31
3 Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées	32
4 Autres actifs	32
5 Immobilisations	33
6 Régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	34
7 Impôt sur le résultat	36
8 Autres éléments du résultat global	36
9 Écart d'acquisition	37
10 Passifs éventuels	37
11 Autres charges d'exploitation	39
12 Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	39
13 Transactions avec des parties liées	39
14 Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers	40
15 Informations sectorielles	42

Rapport de gestion

Le rapport de gestion fournit un exposé décrivant les résultats financiers et les changements sur le plan de l'exploitation de la Société canadienne des postes (la Société ou Postes Canada) et de ses filiales Les Investissements Purolator Ltée (Purolator), Groupe SCI inc. (SCI) et Innovapost Inc. (Innovaposte) pour le troisième trimestre clos le 3 octobre 2015 et pour les trois premiers trimestres de 2015. Ces sociétés sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada ou de Groupe d'entreprises. Chacun des trimestres de la Société compte 13 semaines, et le présent rapport vise les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 3 octobre 2015. Ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 3 octobre 2015, lesquels ont été préparés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), et ils sont présentés en dollars canadiens. Nous recommandons également la lecture de cette information à la lumière des états financiers consolidés annuels et du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Les résultats financiers figurant dans le rapport de gestion sont arrondis au million près, tandis que les pourcentages connexes sont calculés en fonction de chiffres arrondis au millier près. À moins d'indication contraire, les renseignements du présent rapport de gestion sont en vigueur le 19 novembre 2015.

La direction est responsable des renseignements présentés dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et le rapport de gestion. Toute mention des termes « nos », « notre » ou « nous » désigne la direction de Postes Canada. Le Conseil d'administration, sur la recommandation de son Comité de vérification, a approuvé le contenu du présent rapport et les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Correspondance-réponse d'affaires^{MC}, Courrier de quartier de Postes Canada^{MC}, Courrier personnalisé de Postes Canada^{MC}, Médiaposte avec adresse^{MC}, Médiaposte sans adresse^{MC}, Poste-lettres^{MC} et Poste-publications^{MC} sont des marques de commerce de la Société canadienne des postes.

Importance relative

Pour déterminer quels renseignements doivent être présentés dans le rapport de gestion, la direction s'appuie sur le principe de l'importance relative comme guide. La direction considère que des renseignements sont importants s'il est probable que leur omission ou une inexactitude influencerait sur les décisions prises par l'utilisateur moyen en fonction de tels renseignements financiers.

Énoncés prospectifs

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et le rapport de gestion contiennent des énoncés prospectifs qui rendent compte des attentes de la direction en ce qui concerne les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, les résultats d'exploitation, le rendement ainsi que les perspectives et occasions commerciales du Groupe d'entreprises. En général, les énoncés prospectifs sont désignés par des mots ou des expressions tels que « prévoit », « s'attend à ce que », « croit », « estime », « a l'intention de » ou d'autres mots et expressions similaires. Ces énoncés ne sont pas des faits, mais seulement des estimations relatives aux résultats futurs. Ces estimations reposent sur certains facteurs ou hypothèses concernant la croissance prévue, les résultats d'exploitation, le rendement, les perspectives et les occasions commerciales (les hypothèses). Bien que la direction considère ces hypothèses comme étant raisonnables compte tenu des renseignements disponibles, elles peuvent s'avérer incorrectes. Ces estimations relatives aux résultats futurs dépendent d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs susceptibles d'entraîner des différences considérables entre les résultats réels et les attentes du Groupe d'entreprises. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent notamment les risques et incertitudes énoncés à la section 5 – Risques et gestion des risques à la page 10 du présent rapport de gestion (les risques).

Lorsque le Groupe d'entreprises présente des informations financières prospectives ou des perspectives financières, par exemple des renseignements sur la croissance et le rendement financier futurs, ces renseignements servent à décrire les attentes futures. Les lecteurs sont donc avertis que ces données pourraient ne pas être appropriées à toute autre fin. En outre, les informations financières prospectives et les perspectives financières, ainsi que l'information prospective de manière générale, reposent sur les hypothèses et sont assujetties aux risques.

Il est vivement recommandé aux lecteurs de bien prendre en compte ces facteurs lorsqu'ils évaluent les énoncés prospectifs. À la lumière de ces hypothèses et risques, les événements prévus dans ces énoncés pourraient ne pas se produire. Le Groupe d'entreprises ne peut pas garantir que les résultats et les activités prévus se réaliseront. Par conséquent, il est recommandé aux lecteurs de ne pas prendre ces énoncés pour des faits.

Les énoncés prospectifs figurant dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et le rapport de gestion sont pertinents en date du 19 novembre 2015; la Société ne prévoit pas mettre à jour publiquement ces énoncés pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs, de changements de situation ou de toute autre raison après cette date.

1 Résumé

Aperçu du Groupe d'entreprises de Postes Canada et résumé du rendement financier

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada est composé de Postes Canada et de ses filiales : Les Investissements Purolator Ltée, Groupe SCI inc. et Innovapost Inc. Avec environ 65 000 employés, c'est l'un des plus importants employeurs au Canada. En 2014, nos employés ont livré plus de 9 milliards d'articles de courrier, de colis et de messages à 15,7 millions d'adresses dans des régions urbaines, rurales et éloignées à l'échelle du pays. Le secteur Postes Canada exploite le plus vaste réseau de vente au détail au Canada, qui compte près de 6 300 bureaux de poste. Postes Canada, qui est devenue société d'État en 1981, rend compte au Parlement par l'intermédiaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. Son actionnaire unique est le gouvernement du Canada.

Aux termes de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société a la mission d'exploiter un service postal dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada, en offrant des services postaux de qualité à tous les Canadiens, dans les régions rurales et urbaines, qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises, et ce, d'une manière sécurisée et financièrement autonome.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société canadienne des postes comprennent les comptes du Groupe d'entreprises. Postes Canada est le plus important secteur, ayant enregistré des produits de 4,6 milliards de dollars pour les trois premiers trimestres de 2015 (78 % du total des produits) et de 6,2 milliards de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 (78 % du total des produits). Trois secteurs opérationnels à présenter ont été identifiés : Postes Canada, Purolator et Logistique.

Changements significatifs et évolution des activités

Étant donné la popularité croissante du réseau Internet et des appareils mobiles, Postes Canada se trouve à une étape cruciale de son histoire. Les entreprises et ménages canadiens comptent de moins en moins sur les services Poste-lettres^{MC}, ce qui a mené à une baisse importante des volumes d'envois Poste-lettres. De fait, en 2014, nous avons livré 3,6 milliards d'articles Poste-lettres du régime intérieur, ce qui représente une diminution de 1,4 milliard d'articles (ou de 28 %) par rapport à 2006, année où ces volumes ont culminé. En même temps, c'est le réseau Internet qui nous offre la meilleure occasion de livrer davantage de colis puisque les Canadiens achètent de plus en plus d'articles en ligne. En décembre 2013, nous avons annoncé le Plan d'action en cinq points afin de pouvoir apporter à notre modèle d'entreprise les changements nécessaires et de réussir dans cet environnement hautement concurrentiel. Le Plan d'action a pour but de créer une nouvelle structure de coûts flexible qui nous permettra de nous préparer à la poursuite de l'érosion des volumes de Poste-lettres et à soutenir la concurrence sur le marché fort convoité qu'est celui des colis. Le Plan d'action est axé sur cinq initiatives :

1. transition aux boîtes postales communautaires (BPCOM) pour le tiers des ménages canadiens, soit quelque 5 millions d'adresses, qui recevaient toujours leur courrier à la porte en 2013;
2. mise en place d'une nouvelle structure de tarification progressive pour les envois Poste-lettres, pour mieux tenir compte du coût réel du service fourni à diverses clientèles;
3. offre d'un accès élargi et plus pratique aux services postaux grâce à des bureaux de poste concessionnaires;
4. rationalisation des opérations internes;
5. solutions aux coûts de main-d'œuvre.

Ces initiatives sont la base d'une stratégie pour aider Postes Canada à redevenir rentable et à demeurer financièrement viable et autonome. Une fois pleinement mises en œuvre, les quatre premières des cinq initiatives du Plan d'action devraient rapporter des avantages financiers de l'ordre estimatif de 700 millions à 900 millions de dollars par année. Les progrès réalisés à l'égard des initiatives du Plan d'action sont présentés ci-après.

Installation de boîtes postales communautaires

À la fin d'octobre 2015, nous avons réalisé des conversions aux boîtes postales communautaires pour environ 850 000 adresses à l'échelle du pays, conversions qui devraient générer pour Postes Canada des économies annuelles estimées à 80 millions de dollars. Il s'agissait de la première vague de conversions aux boîtes postales communautaires des ménages qui recevaient leur courrier à la porte, et elles faisaient partie d'une initiative nationale s'échelonnant sur plusieurs années et devant toucher jusqu'à 5 millions d'adresses. Le 26 octobre 2015, Postes Canada a annoncé qu'elle procédait à la suspension temporaire de son programme de conversion et qu'elle collaborerait avec le gouvernement du Canada afin de déterminer la meilleure voie à suivre étant donné les défis constants auxquels est confronté le système postal canadien. Par conséquent, toutes les conversions prévues pour novembre et décembre 2015 ainsi que celles annoncées pour 2016 ont été suspendues.

Maintien de la nouvelle approche de tarification des envois Poste-lettres

Une structure de tarification progressive pour les lettres des régimes intérieur et international a été mise en place le 31 mars 2014; elle est donc en vigueur depuis plus d'un an. Selon la nouvelle structure, les clients qui souhaitent acheter un seul timbre du régime intérieur paient le plein tarif. Des réductions sont offertes aux clients qui achètent des carnets, des rouleaux ou des feuillets, aux entreprises qui utilisent des machines à affranchir ou des vignettes, ainsi qu'aux clients du service Poste-lettres à tarifs préférentiels qui répondent aux exigences en matière de volume et de préparation des envois. En 2015, aucun changement n'a été apporté aux tarifs des timbres; toutefois, une légère majoration a été effectuée aux tarifs des entreprises qui utilisent des machines à affranchir ou des vignettes.

Ajout de bureaux de poste concessionnaires pour une plus grande commodité

En ce qui concerne les initiatives de vente au détail, Postes Canada continue d'axer ses efforts sur l'optimisation du réseau de bureaux de poste de la Société en fonction de l'achalandage et sur le changement des heures d'ouverture. Les bureaux de poste concessionnaires offrent plus de commodité aux clients et nous continuons à modifier les heures d'ouverture et à ajouter des bureaux concessionnaires lorsque cela est souhaitable.

Rationalisation des opérations

Postes Canada continue d'apporter des changements au traitement du courrier et à la logistique afin de rehausser l'efficacité de ses opérations. Ces changements découlent du virage auquel fait face notre entreprise, soit le traitement d'un nombre plus imposant de colis, mais moins d'articles du service Poste-lettres. Le déclin des volumes de ce service se poursuivant, la Société cherche à rationaliser ses opérations et à rehausser l'efficacité sur le plan de l'exploitation en regroupant les tâches de traitement du courrier ou en les transférant vers les grands centres urbains.

Solutions aux coûts de main-d'œuvre

En ce qui concerne la main-d'œuvre, Postes Canada a, le 15 octobre 2015, présenté une offre finale à l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA). Entre-temps, les modalités de la convention collective qui a pris fin le 31 décembre 2014 continuent à s'appliquer. Les négociations avec le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), qui représente les employés dans le cadre de deux conventions distinctes (l'une qui vise les membres de l'unité Exploitation postale urbaine et l'autre les Factrices et facteurs ruraux et suburbains) débiteront plus tard en 2015.

Points saillants financiers

Pour le troisième trimestre clos le 3 octobre 2015, le Groupe d'entreprises de Postes Canada enregistre un résultat avant impôt de 10 millions de dollars, comparativement à un résultat avant impôt de 35 millions de dollars pour la période correspondante de 2014. La dégradation des résultats du Groupe d'entreprises au troisième trimestre résulte essentiellement de l'érosion des volumes, et ce, particulièrement de ceux du secteur Courrier transactionnel de Postes Canada, ainsi que de la hausse des coûts des avantages du personnel de Postes Canada, ce qui est imputable à l'incidence négative d'une diminution des taux d'actualisation servant aux calculs des coûts des régimes d'avantages en 2015. Ces facteurs sont en partie contrebalancés par des gains de productivité, par la croissance du secteur Colis et par la hausse des produits d'exploitation par suite des récentes élections fédérales au pays. Pour les trois premiers trimestres de 2015, le Groupe d'entreprises affiche un résultat avant impôt de 28 millions de dollars, contre un résultat avant impôt de 84 millions de dollars pour les trimestres correspondants de 2014. La diminution cumulative découle essentiellement de l'érosion des volumes du secteur Courrier transactionnel et de la hausse des coûts des avantages du personnel, facteurs en partie contrés par des gains de productivité, par la croissance du secteur Colis et par l'augmentation des produits du secteur Courrier transactionnel découlant de la mesure tarifaire, mise en place pour le service Poste-lettres le 31 mars 2014. Comparativement à ceux de la période correspondante de 2014, les résultats des trois premiers trimestres de 2015 sont également touchés par les quatre journées payées et les quatre jours ouvrables de plus qu'ils comptent. Ces journées payées augmentent les charges d'environ 2 %, alors que ces jours ouvrables accroissent les produits d'environ 2 %. Ces journées additionnelles créent une différence temporaire dont les répercussions sur les résultats annuels de 2015, par rapport à ceux de 2014, auront disparu d'ici la fin du quatrième trimestre.

Le secteur Postes Canada enregistre un résultat avant impôt de -13 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, comparativement à un résultat avant impôt de 13 millions de dollars au troisième trimestre de 2014. Pour les trois premiers trimestres de 2015, ce secteur inscrit un résultat avant impôt de -20 millions de dollars, comparativement à un résultat avant impôt de 39 millions de dollars pour la période correspondante de 2014. Le repli des résultats au troisième trimestre provient surtout de l'érosion des volumes du secteur Courrier transactionnel ainsi que de la forte hausse des coûts des avantages du personnel, ce qui est en partie compensé par l'essor des produits du secteur Colis, par des gains de productivité et par l'augmentation des produits associée aux élections fédérales du 19 octobre dernier. Les résultats des trois premiers trimestres de 2015 sont également touchés par la mesure tarifaire instaurée pour le service Poste-lettres le 31 mars 2014 ainsi que par la progression des produits du secteur Courrier transactionnel au premier trimestre de 2015, comparativement à la période correspondante de 2014. Également, par rapport à cette période, les quatre jours ouvrables et les quatre journées payées de plus que comptent les trois premiers trimestres de 2015 gonflent les produits ainsi que les charges d'exploitation; l'effet de cette différence temporaire aura disparu d'ici la fin de 2015. Les pourcentages de variation des produits et des volumes des secteurs d'activité (figurant ci-dessous) ont été ajustés de sorte à tenir compte de l'incidence de ces jours additionnels.

Postes Canada génère des produits de 1 486 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, pour une hausse de 43 millions de dollars, soit 1,5 %¹, par rapport à la période correspondante de 2014. Cette augmentation est essentiellement imputable à la forte croissance des produits du secteur Colis, croissance reflétant la vigueur continue du marché de livraison des commandes du cybercommerce dans le segment entreprise à consommateur. Les élections fédérales ont également eu une incidence positive sur les produits de tous les secteurs d'activité au troisième trimestre. Pour les trois premiers trimestres de 2015, les produits de Postes Canada atteignent 4 641 millions de dollars, soit 171 millions de dollars de plus qu'à la période correspondante de 2014. Cette augmentation est attribuable à la croissance des produits du secteur Colis (99 millions de dollars) découlant de la vigueur continue du marché de livraison des commandes du cybercommerce dans le segment entreprise à consommateur, à la hausse des produits du secteur Courrier transactionnel (59 millions de dollars) par suite de la mesure tarifaire instaurée le 31 mars 2014 dans le cadre d'une nouvelle structure de tarification progressive pour le service Poste-lettres, ainsi qu'aux quatre jours ouvrables de plus que comptent les trois premiers trimestres de 2015.

Au troisième trimestre de 2015, les volumes du secteur Courrier transactionnel ont encore connu une baisse, diminuant de 9 millions d'articles, ou 2,6 %¹, par rapport au trimestre correspondant de 2014, et pour les trois premiers trimestres de 2015, ils ont reculé de 111 millions d'articles, ou 5,8 %¹, par rapport à la période correspondante de 2014. En 2015, l'érosion du courrier en raison de la substitution électronique a encore affaibli les volumes. Cependant, au troisième trimestre de 2015, cette érosion a été beaucoup plus faible que dans les trimestres précédents en raison des envois additionnels (plus de 25 millions d'articles) qu'ont générés les élections fédérales. Compte non tenu de ces envois, les volumes du secteur Courrier transactionnel auraient baissé de 5,5 % au troisième trimestre de 2015, comparativement à la période correspondante de 2014.

Les volumes de colis ont enregistré une hausse de 4 millions d'articles, soit 10,4 %¹, au troisième trimestre de 2015, et de plus de 11 millions d'articles, soit 7,8 %¹, dans les trois premiers trimestres de 2015, comparativement aux périodes correspondantes de 2014. Les excellents résultats du secteur Colis témoignent de la croissance continue du cybercommerce et des efforts que déploie la Société pour proposer des solutions qui la démarquent de la concurrence.

Par rapport à la période correspondante de 2014, les volumes du secteur Marketing direct se sont élargis, augmentant ainsi de 81 millions d'articles, ou 5,6 %¹, au troisième trimestre de 2015. Pour les trois premiers trimestres de 2015, ces volumes ont connu une hausse de 111 millions d'articles, ou 0,9 %¹. Comme dans le cas du secteur Courrier transactionnel, les élections fédérales ont eu une incidence positive sur les résultats du secteur Marketing direct.

Il incombe à Postes Canada, à titre de répondante de régime, de verser les cotisations pour services rendus à ses régimes de retraite et d'effectuer les paiements spéciaux nécessaires pour combler toute insuffisance de capitalisation. Ces engagements au titre des prestations des régimes de retraite et les obligations au titre des prestations des autres avantages postérieurs à l'emploi sont considérables; ils continuent d'influer fortement sur le rendement financier de la Société et, si ce n'était de l'allègement temporaire de l'obligation d'effectuer des paiements spéciaux au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime), ils exerceraient une pression immédiate sur ses ressources de trésorerie. En février 2014, le gouvernement du Canada a accordé à Postes Canada un allègement la dispensant d'effectuer des paiements spéciaux au Régime pour la période allant de 2014 à 2017. Sans l'allègement de la capitalisation du Régime permis par la loi, Postes Canada aurait été tenue de verser des cotisations spéciales de 1,4 milliard de dollars en 2015.

Les fluctuations des taux d'actualisation, des rendements des placements et d'autres hypothèses actuarielles créent de la volatilité d'une période à l'autre et engendrent par conséquent des risques financiers et de liquidité à long terme importants pour la Société. Au cours du troisième trimestre de 2015, cette volatilité a eu des répercussions négatives sur les régimes à prestations déterminées du Groupe d'entreprises, donnant lieu à des pertes de réévaluation de 255 millions de dollars après impôt, comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, et dégradant le solde des capitaux propres du Groupe d'entreprises, lequel solde se situe à -1 310 millions de dollars au 3 octobre 2015. Les pertes de réévaluation enregistrées au troisième trimestre de 2015 résultent principalement du fait que les rendements des actifs des régimes de retraite sont inférieurs à ceux visés, facteur atténué par une augmentation des taux d'actualisation.

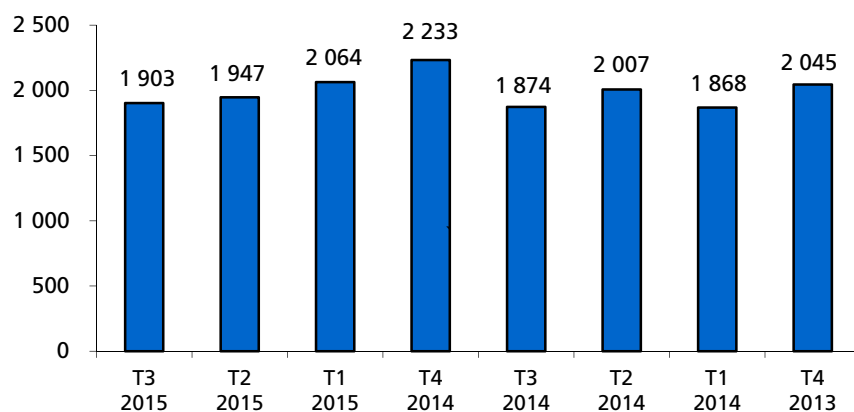
1. Après ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux ou de journées payées, le cas échéant.

Les taux d'actualisation et autres hypothèses actuarielles de l'exercice précédent, ainsi que le solde des actifs des régimes de retraite, sont utilisés pour calculer les coûts des avantages du personnel de l'exercice en cours; ces données ont donc une incidence sur les résultats d'exploitation de la Société. La baisse des taux d'actualisation en date du 31 décembre 2014, en partie contrebalancée par les rendements élevés des actifs des régimes de retraite en 2014, est à l'origine de la hausse de 44 millions de dollars, ou 16,6 %, des coûts des avantages du personnel au troisième trimestre de 2015, par rapport à la période correspondante de 2014, et est l'un des principaux facteurs ayant entraîné la constatation, pour le secteur Postes Canada, d'un résultat avant impôt négatif au troisième trimestre de 2015. Ces résultats démontrent à quel point les fluctuations des taux d'actualisation, des rendements des placements et d'autres hypothèses actuarielles peuvent causer une forte volatilité des montants figurant dans les états financiers de la Société.

Les diagrammes suivants illustrent les résultats du Groupe d'entreprises pour les huit derniers trimestres. Les volumes ont toujours varié au cours d'un même exercice, les pics de demande de services ayant lieu pendant la période des Fêtes au cours du quatrième trimestre. Les volumes baissent généralement dans les trimestres qui suivent, les creux se produisant pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les coûts fixes importants du Groupe d'entreprises ne varient pas à court terme en raison de ces fluctuations de la demande relative à ses services. Le nombre de jours ouvrables (ou commerciaux) et de journées payées, lequel nombre peut varier d'un trimestre à l'autre, peut également influencer sur les résultats trimestriels.

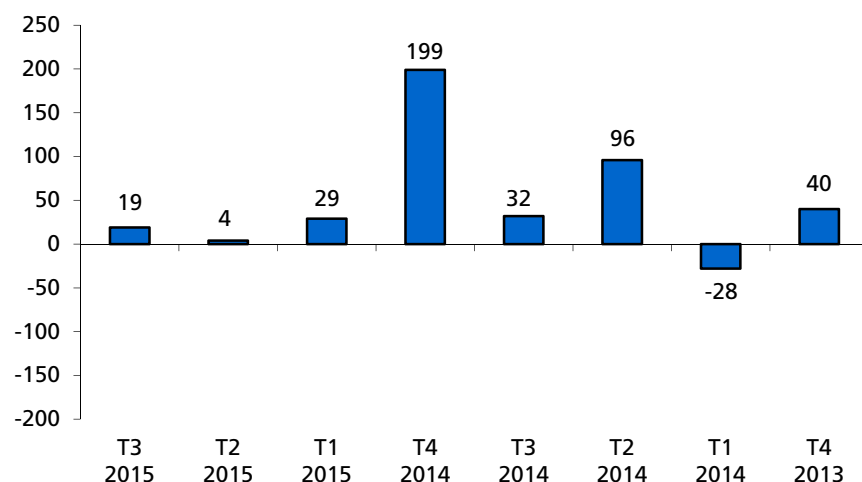
Produits d'exploitation consolidés trimestriels

(en millions de dollars)



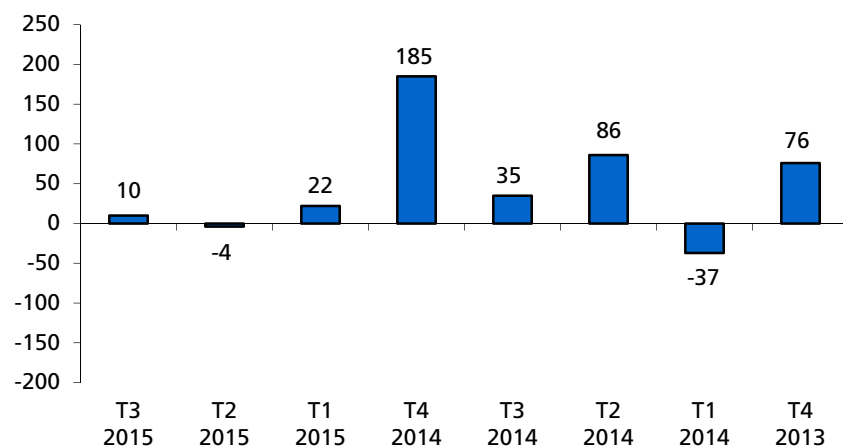
Résultat d'exploitation consolidé trimestriel

(en million de dollars)



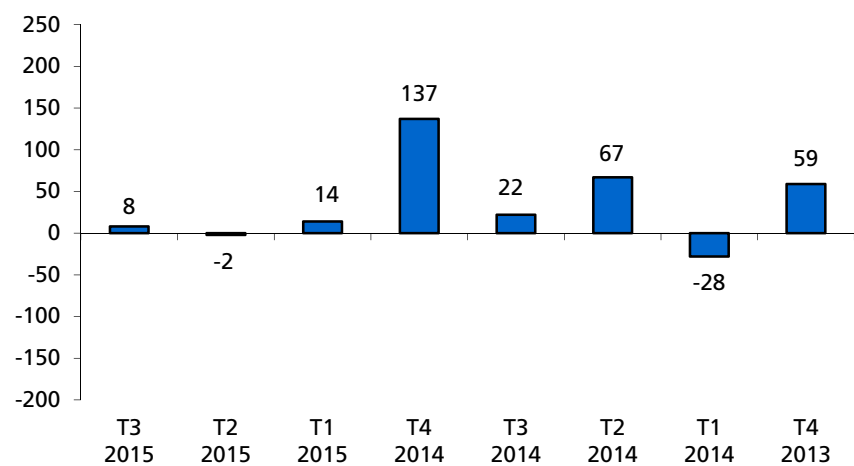
Résultat consolidé trimestriel avant impôt

(en millions de dollars)



Résultat net consolidé trimestriel

(en millions de dollars)



Le tableau ci-dessous présente une comparaison du rendement consolidé de la Société pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2015 et de ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 39 semaines closes les				Explication
	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	%	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	%	
État consolidé du résultat global									Points saillants de la section 8 – Revue des activités d'exploitation (page 17)
Produits d'exploitation	1 903	1 874	29	(0,1) ¹	5 914	5 749	165	0,7 ¹	Au troisième trimestre, l'écart est principalement attribuable à la hausse des produits du secteur Colis et au fait que l'érosion des volumes d'articles Poste-lettres du secteur Postes Canada a été plus faible qu'à la normale grâce aux élections fédérales. Pour les trois premiers trimestres, cet écart résulte surtout de l'accroissement des produits du secteur Colis et de ceux du secteur Courrier transactionnel pour le secteur Postes Canada par suite principalement d'une mesure tarifaire.
Charges d'exploitation	1 884	1 842	42	2,3	5 862	5 649	213	1,7 ²	L'écart découle surtout de l'augmentation des coûts des avantages du personnel pour le secteur Postes Canada.
Résultat d'exploitation	19	32	(13)	(42,3)	52	100	(48)	(48,2)	
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	(9)	3	(12)	–	(24)	(16)	(8)	(47,2)	L'écart découle surtout de gains sur la cession de biens immobiliers plus élevés en 2014 pour le secteur Postes Canada.
Résultat avant impôt	10	35	(25)	(72,2)	28	84	(56)	(66,3)	
Résultat net	8	22	(14)	(65,7)	20	61	(41)	(68,2)	
Résultat global	(257)	(84)	(173)	(203,1)	727	(1 455)	2 182	–	Au troisième trimestre, le résultat global négatif découle de rendements des régimes de retraite plus que faibles que ceux visés, facteur en partie contrebalancé par une hausse des taux d'actualisation. Pour les trois premiers trimestres, le résultat global positif est essentiellement imputable aux profits de réévaluation des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi résultant surtout de l'augmentation des taux d'actualisation.
État consolidé des flux de trésorerie									Points saillants de la section 6 – Liquidités et ressources en capital (page 11)
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	223	161	62	37,5	334	292	42	13,9	L'écart est principalement attribuable aux variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, ce qui est atténué par la hausse des paiements d'impôt sur le résultat.
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(138)	(223)	85	37,8	(331)	(259)	(72)	(28,2)	Au troisième trimestre, l'écart est principalement attribuable à la diminution des acquisitions nettes de placements et, pour les trois premiers trimestres, il résulte surtout de l'acquisition d'un plus grand nombre d'immobilisations en vue du soutien du Plan d'action en cinq points.
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(5)	(5)	–	12,3	(14)	(17)	3	16,8	Il n'y a aucun écart important.

1. Après ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux, le cas échéant.

2. Après ajustement en fonction du nombre de journées payées, le cas échéant.

2 Activités de base et stratégie

Examen des activités et de la stratégie de nos secteurs de base

Postes Canada est confrontée aux mêmes défis que ses homologues internationaux, c'est-à-dire gérer le déclin des volumes du secteur de base Courrier transactionnel tout en conservant un réseau de livraison étendu et grandissant, comme le requiert son mandat de service public. La concurrence s'intensifie dans tous ses secteurs d'activité, et le privilège exclusif de la livraison des lettres pesant jusqu'à 500 g est en train de perdre sa valeur dans un monde numérique.

La croissance du marché du cybercommerce génère des occasions pour notre secteur Colis, mais accroît la concurrence. Nous subissons les pressions accrues de la part de concurrents traditionnels (et souvent mondiaux) qui intensifient leur présence au pays ainsi que celles qu'exercent de nouveaux modèles d'affaires qui n'ont pas à composer avec une main-d'œuvre importante ou des réseaux à coûts fixes. D'autres facteurs ont également des répercussions. Par exemple, plusieurs de nos clients commerciaux du secteur de la vente au détail offrent maintenant des services « cliquer et ramasser » grâce auxquels leurs clients peuvent commander des articles en ligne et aller les chercher à un endroit à proximité au lieu de les faire expédier. De même, l'atout concurrentiel que nous procure notre vaste réseau de vente au détail est menacé par le fait que certains de nos concurrents se joignent à d'autres détaillants afin de se doter de leurs propres points d'accès ou emploient de nouveaux modèles de services, tels que des armoires à colis appartenant à des tiers ou des lieux de ramassage.

Pour ce qui est de notre secteur Marketing direct, nous continuons à livrer concurrence aux solutions de remplacement numériques et à rivaliser avec des concurrents conventionnels du secteur de la publicité. Ces concurrents ont diversifié leurs produits en adoptant le numérique et offrent des solutions de bout en bout (de la planification des campagnes jusqu'à la conception, l'impression, la livraison et l'analyse des résultats obtenus). Nombre de ces acteurs disposent d'importantes installations d'impression et font tout ce qui est en leur pouvoir pour élargir les volumes qu'ils y traitent. En plus de donner une nouvelle image à nos produits et de les repositionner et d'en lancer de nouveaux, Postes Canada espère mieux soutenir la concurrence en offrant ces solutions publicitaires de rechange.

Pour que notre entreprise demeure viable malgré ces pressions concurrentielles, nous avons mis au point des priorités stratégiques pour nous aider à relever nos défis liés aux activités et à assurer la croissance de l'entreprise, tout en répondant aux besoins changeants des Canadiens en matière de service postal.

Le 26 octobre 2015, Postes Canada a annoncé sa décision de procéder à la suspension temporaire du déploiement future de son programme visant à convertir la livraison du courrier à la porte à la livraison aux boîtes postales communautaires. Nous prévoyons collaborer avec le gouvernement du Canada afin de déterminer la meilleure voie à suivre, étant donné les défis constants auxquels est confronté le système postal canadien.

Nos activités de base et notre stratégie sont décrites à la section 2 – Activités de base et stratégie du Rapport de gestion annuel de 2014. Aucun changement important n'a été apporté aux stratégies au cours du troisième trimestre de 2015.

3 Facteurs de rendement clés

Examen de nos principales réalisations en 2015

Le secteur Postes Canada utilise des fiches de pointage du rendement pour évaluer ses progrès en fonction des priorités stratégiques et pour fournir à la direction un aperçu détaillé de son rendement. Ses résultats sont communiqués à la haute direction une fois par mois.

Comme il est indiqué à la section 2.3 – Notre stratégie et nos priorités stratégiques du Rapport de gestion annuel de 2014, nos grandes priorités stratégiques sont axées sur la redéfinition du service postal grâce à la mise en œuvre réussie du Plan d'action en cinq points et sur la recherche d'occasions de croissance qui nous permettront d'exploiter nos principaux actifs et capacités ou de les compléter.

Les résultats concernant le rendement de 2015 seront mis à jour à la clôture de l'exercice et seront présentés dans le Rapport de gestion annuel de 2015.

4 Capacités

Examen des enjeux qui ont une incidence sur notre capacité à exécuter les stratégies, à gérer les facteurs de rendement clés et à produire des résultats

La section 4 – Capacités du Rapport de gestion annuel de 2014 présente un examen de ces questions. Des mises à jour de cette section sont fournies ci-après.

4.1 Relations du travail

Le nombre d'employés visés par une convention collective au 31 décembre 2014 et les diverses activités de négociation sont résumés à la rubrique Relations du travail de la section 4.1 – Nos employés du Rapport de gestion annuel de 2014. Une mise à jour des activités de négociation des conventions collectives par secteur est présentée ci-après.

Secteur Postes Canada

Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA)

La plus récente convention collective conclue entre Postes Canada et l'ACMPA a pris fin le 31 décembre 2014. L'ACMPA représente les maîtres de poste et les adjoints des bureaux de poste ruraux. Les négociations ont débuté en janvier 2015. Les parties se sont rencontrées en janvier, février, mars, mai et juin. Le 3 juin 2015, Postes Canada a présenté à l'ACMPA une offre globale afin de limiter la portée des discussions. Les parties se sont échangé des offres globales dans les semaines du 28 août et du 28 septembre 2015. La Société a soumis à l'ACMPA une offre finale le 15 octobre 2015. Par la suite, les parties se sont rencontrées du 28 octobre au 3 novembre ainsi que du 16 au 19 novembre inclusivement. La convention de l'ACMPA prévoit un processus de sélection d'une proposition finale afin de régler toutes les questions en suspens, au lieu d'une grève ou d'un lock-out.

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU)

Postes Canada et le STTP-EPU en sont à la dernière année de la convention collective, qui prendra fin le 31 janvier 2016. Un avis de négociation devrait être donné au mois de novembre, les séances devant s'amorcer en décembre 2015.

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS)

Postes Canada et le STTP-FFRS en sont à la dernière année d'une convention collective de quatre ans, qui prendra fin le 31 décembre 2015. Un avis de négociation devrait être donné au mois de novembre, les séances devant s'amorcer en décembre 2015.

4.2 Contrôles et procédures internes

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de l'information financière à fournir

Au cours du troisième trimestre de 2015, la Société a procédé à la migration de ses principales applications financières à une nouvelle solution de gestion par centre de données, ce qui donne lieu à un changement important aux contrôles internes à l'égard de l'information financière à fournir durant la période de mise en œuvre. Cette nouvelle solution nous aidera à combler un besoin grandissant, soit l'amélioration du stockage et de l'organisation des données. La direction a effectué des tests préalables à la mise en œuvre ainsi que des essais de suivi, afin de s'assurer que cette migration avait été conçue et effectuée de sorte à éviter que le recours au nouveau centre de données se traduise par des erreurs importantes dans les états financiers.

D'après ces essais et une surveillance constante du processus de migration, la direction a conclu que celui-ci n'avait causé aucune inexactitude dans nos états financiers du troisième trimestre de 2015. Si ce n'est de ceux associés à la nouvelle solution de gestion par centre de données, aucun changement aux contrôles internes à l'égard de l'information financière à fournir qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir eu une incidence importante sur les contrôles internes du Groupe d'entreprises à l'égard de l'information financière à fournir n'a été apporté au cours du troisième trimestre de 2015.

5 Risques et gestion des risques

Examen des principaux risques et incertitudes propres à nos activités et de notre approche pour gérer les risques

La direction prend en considération les risques et les possibilités à tous les niveaux de prise de décision et a mis en œuvre une approche rigoureuse de gestion du risque de l'entreprise (GRE). Les risques du secteur Postes Canada sont décrits à la section 5.2 – Risques stratégiques et à la section 5.3 – Risques opérationnels du Rapport de gestion annuel de 2014. Des précisions sur l'évolution de ces risques au cours du troisième trimestre de 2015 sont données ci-après.

Risque stratégique

Mise en œuvre réussie du Plan d'action en cinq points

Le 26 octobre 2015, Postes Canada a annoncé qu'elle procédait à la suspension temporaire de son programme visant à convertir la livraison du courrier à la porte à la livraison aux boîtes postales communautaires. La suspension vise environ 460 000 adresses partout au pays, dont la conversion était prévue pour novembre et décembre 2015 et en 2016. Postes Canada entend collaborer avec le gouvernement du Canada afin de déterminer la meilleure voie à suivre, étant donné les défis constants auxquels est confronté le système postal canadien.

Risque juridique

Approvisionnement en services de centres de données et services de développement d'applications – CGI

Jusqu'en juillet 2014 inclusivement, la Société a reçu du Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) des avis selon lesquels il avait accepté aux fins d'enquête un certain nombre de plaintes, tant non confidentielles que confidentielles, déposées par la société Conseillers en gestion et en informatique CGI inc. (CGI). Les plaintes visaient des demandes de propositions pour des services de centres de données et des services de développement d'applications qu'Innovaposte avait émis au nom du Groupe d'entreprises relativement aux contrats octroyés le 6 décembre 2013 et le 18 février 2014. Selon les prétentions non confidentielles de CGI, les documents et les renseignements que CGI avait le droit de recevoir en vertu de ses demandes de comptes rendus ne lui ont pas été fournis; des critères non divulgués ont été utilisés pour évaluer les offres de CGI; les offres de CGI ont été évaluées incorrectement. Après avoir examiné les réponses déposées et avoir tenu des audiences, le TCCE a formulé des recommandations relativement à l'ensemble des plaintes non confidentielles et confidentielles déposées par CGI. Outre le remboursement par la Société des coûts relatifs à la préparation des plaintes engagés par CGI, qui sont d'un montant minime, le TCCE n'a recommandé aucune autre forme de réparation pécuniaire envers CGI de la part de la Société. En novembre 2014, la Société a reçu un avis l'informant que CGI cherchait à obtenir une révision judiciaire des recommandations du TCCE en ce qui concerne l'affaire des services de centres de données, mais non une révision des recommandations du TCCE pour ce qui est de l'affaire des services de développement d'applications. La révision judiciaire relative aux services de centres de données a été entendue le 14 octobre 2015 par la Cour d'appel fédérale, qui a mis sa décision en délibéré.

Plainte en matière d'équité salariale de la part de l'ACMPA

En octobre 2012, Postes Canada a été avisée par la Commission canadienne des droits de la personne (la Commission) que l'ACMPA avait demandé la réactivation de sa plainte sur l'équité salariale déposée initialement en 1982. Postes Canada a déposé un mémoire juridique complet le 10 décembre 2012, donnant suite à la demande de la Commission à cet effet. Le rapport de l'enquêteur de la Commission, publié le 8 décembre 2014, concluait que, même si les ententes survenues entre les parties réglaient les différends en matière d'équité salariale pour la période subséquente à 1997, les différends en matière d'équité salariale de la période antérieure (soit de 1991 à 1997) demeuraient sans réponses et devaient être renvoyés au Tribunal canadien des droits de la personne (le Tribunal) sans autre forme d'enquête. Le 30 janvier 2015, Postes Canada a présenté à la Commission un mémoire portant sur ce rapport. En mars 2015, la Commission a statué que le fond de cette affaire devait être entendu par le Tribunal. La requête de la Société en révision de la décision de la Commission sera entendue par la Cour fédérale le 17 février 2016. Le 28 août 2015, Postes Canada a présenté au Tribunal un avis selon lequel elle déposera une requête en irrecevabilité de la plainte ou, à tout le moins, une demande de suspension de celle-ci jusqu'à ce qu'une décision soit rendue au terme de la révision judiciaire.

Services de transport aérien – Canadian North

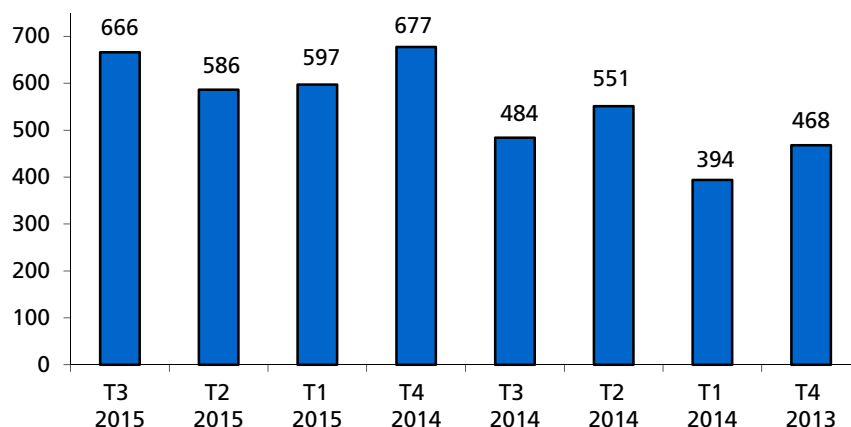
Le 18 décembre 2007, la société aérienne Canadian North a déposé une déclaration selon laquelle Postes Canada n'aurait pas respecté ses obligations quant à la prestation de services de transport aérien auprès des collectivités éloignées du Nord dans le cadre du programme Aliments-poste du gouvernement canadien. Canadian North réclame des dommages-intérêts de l'ordre de 75 millions de dollars, plus 1 million de dollars de dommages-intérêts punitifs. Les parties ont convenu de se soumettre à la médiation avant d'en arriver à un procès.

6 Liquidités et ressources en capital

Examen de nos flux de trésorerie, de nos liquidités et de nos ressources en capital

6.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions de dollars)



La trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe d'entreprises totalisent 666 millions de dollars au 3 octobre 2015, ce qui correspond à une baisse de 11 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2014. Cette baisse s'explique principalement par les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement, surtout aux fins des acquisitions d'immobilisations.

6.2 Activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 39 semaines closes les		
	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	223	161	62	334	292	42

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation du troisième trimestre de 2015 ont augmenté de 62 millions de dollars, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart positif des flux de trésorerie, de 2014 à 2015, est principalement attribuable aux variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, lesquelles ont été atténuées par la hausse des impôts payés. Dans les trois premiers trimestres de 2015, les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 42 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2014, ce qui résulte surtout des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et de l'augmentation de la trésorerie à laquelle a donné lieu la mesure tarifaire instaurée au deuxième trimestre de 2014, facteurs en partie neutralisés par la hausse des paiements d'impôt sur le résultat.

6.3 Activités d'investissement

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 39 semaines closes les		
	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(138)	(223)	85	(331)	(259)	(72)

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement ont diminué de 85 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, par rapport à la période correspondante de 2014. Cette diminution est principalement attribuable à une baisse des acquisitions nettes de placements se chiffrant à 145 millions de dollars, baisse en partie contrée par une hausse des acquisitions d'immobilisations se chiffrant à 60 millions de dollars. Comparativement à la période correspondante de 2014, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement ont augmenté de 72 millions de dollars pour les trois premiers trimestres de 2015, ce qui est essentiellement imputable à une augmentation des acquisitions nettes d'immobilisations se chiffrant à 70 millions de dollars.

Acquisition d'immobilisations

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 39 semaines closes les		
	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart
Postes Canada	103	55	48	207	146	61
Purolator	11	3	8	27	15	12
Logistique	2	2	–	4	7	(3)
Éléments intersectoriels et consolidation	(2)	0	(2)	(4)	(2)	(2)
Groupe d'entreprises de Postes Canada	114	60	54	234	166	68

Les acquisitions d'immobilisations du Groupe d'entreprises ont, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, augmenté de 54 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2015 et de 68 millions de dollars dans les trois premiers trimestres de 2015. Les augmentations enregistrées en 2015 découlent surtout de l'accroissement des dépenses liées au Plan d'action en cinq points du secteur Postes Canada.

6.4 Activités de financement

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 39 semaines closes les		
	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(5)	(5)	–	(14)	(17)	3

Par rapport aux périodes correspondantes de 2014, il ne s'est produit aucun changement important dans les activités de financement au cours du troisième trimestre et des trois premiers trimestres de 2015.

6.5 Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes

Les actifs du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) ont une valeur du marché de plus de 20 milliards de dollars au 31 décembre 2014, ce qui fait de ce régime l'un des plus importants régimes de retraite à entreprise unique au Canada. Les effets du Régime sur les liquidités sont décrits à la section 6.5 – Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes du Rapport de gestion annuel de 2014. Une mise à jour de cette section est fournie ci-dessous.

En février 2014, le gouvernement du Canada a adopté le *Règlement sur la capitalisation du régime de retraite de la Société canadienne des postes* qui accorde à Postes Canada un allègement la dispensant d'effectuer des paiements spéciaux au Régime pendant quatre ans (de 2014 à 2017). Cette mesure temporaire reconnaît les problèmes importants sur le plan de l'exploitation auxquels la Société doit faire face et les risques qui menacent la viabilité du Régime. Postes Canada travaille avec ses syndicats et d'autres représentants des participants au Régime afin d'évaluer tous les moyens, y compris des changements à la conception du Régime, pour en assurer la viabilité financière; elle est également en voie d'examiner et d'évaluer les approches adoptées par d'autres instances pour modifier la conception de leurs régimes de retraite. Un groupe de travail pour les communications et consultations a également été formé afin de faciliter l'échange d'informations entre la Société et les participants au Régime. Le groupe est composé de représentants des participants ainsi que de ceux de Postes Canada en sa qualité d'administratrice du Régime.

Le 24 juin 2015, la Société a déposé auprès de l'organisme fédéral de réglementation des régimes de retraite, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), l'évaluation actuarielle du Régime au 31 décembre 2014, laquelle a révélé un excédent sur le plan de la continuité de 0,5 milliard de dollars (selon la méthode de calcul fondée sur la valeur lissée des actifs du Régime) et un déficit sur le plan de la solvabilité devant être capitalisé de 6,8 milliards de dollars¹ (selon la méthode du ratio moyen de solvabilité sur trois ans).

Les cotisations pour services rendus versées totalisent respectivement 63 millions de dollars et 187 millions de dollars pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2015, contre respectivement 38 millions de dollars et 162 millions de dollars pour les périodes correspondantes de 2014. Les cotisations pour services rendus à verser pour 2015 sont estimées à environ 245 millions de dollars.

1. Le déficit de solvabilité fondé sur la valeur du marché des actifs du Régime au 31 décembre 2014 est de 6,9 milliards de dollars.

Par suite de l'adoption du projet de loi C-45, la *Loi de 2012 sur l'emploi et la croissance*, le Conseil d'administration de la Société canadienne des postes a approuvé des modifications au Régime, ce qui a permis à celle-ci de procéder à un partage des coûts (50 % et 50 %) avec ses employés. Le STTP a déposé un grief en 2013 pour contester la décision qu'a prise Postes Canada d'augmenter le taux de cotisations des employés, alléguant qu'il s'agit d'une violation des conditions de la convention collective. Aucun fait nouveau concernant ce grief n'a eu lieu en 2014 ou au cours des trois premiers trimestres de 2015.

À titre de répondante du Régime, Postes Canada comptabilise les ajustements de réévaluation, après impôt, dans les autres éléments du résultat global. Pour le troisième trimestre de 2015, les pertes de réévaluation du Régime, après impôt, totalisent 280 millions de dollars. Pour les trois premiers trimestres de 2015, les profits de réévaluation du Régime, après impôt, s'élèvent à 627 millions de dollars. Le Régime subit les effets d'une grande volatilité en raison des fluctuations des taux d'actualisation, des rendements des placements et d'autres changements des hypothèses actuarielles.

6.6 Liquidités et ressources en capital

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada gère un capital composé des éléments suivants : prêts et emprunts, autres passifs (non courants) et capitaux du Canada. Cette définition du capital est utilisée par la direction et pourrait ne pas être comparable à celles qu'emploient d'autres organisations postales ou des sociétés ouvertes. En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont les suivants : assurer des liquidités suffisantes pour pouvoir s'acquitter de ses obligations financières et soutenir la réalisation de ses plans d'exploitation et stratégiques et maintenir sa capacité financière et son accès à des facilités de crédit de sorte à financer le développement futur de l'entreprise.

Liquidités

Au cours du troisième trimestre de 2015, les fonds accumulés et les marges de crédit immédiatement accessibles ont fourni les liquidités dont a eu besoin le Groupe d'entreprises de Postes Canada pour s'acquitter de ses obligations financières et financer ses exigences en matière de capital et ses besoins d'ordre stratégique. Au 3 octobre 2015, le secteur Postes Canada détient des placements liquides non affectés totalisant 1 301 millions de dollars et a accès à des marges de crédit de 100 millions de dollars établies en vertu de son autorisation d'emprunt à court terme approuvée par le ministre des Finances.

En février 2014, le gouvernement du Canada a adopté un règlement qui accorde à Postes Canada un allègement la dispensant d'effectuer des paiements spéciaux au Régime pour la période allant de 2014 à 2017. La Société s'attend à reprendre le versement des paiements spéciaux en 2018, soit à l'expiration de la période de l'allègement temporaire. En outre, la Société a commencé à mettre en œuvre les initiatives énoncées dans le Plan d'action en cinq points pour régler la question de la viabilité de l'exploitation et assurer sa rentabilité. En comptant sur l'allègement temporaire et la mise en œuvre du Plan d'action en cinq points, Postes Canada estime avoir assez de liquidités et une capacité d'emprunt autorisée suffisante pour soutenir ses activités pendant au moins les 12 prochains mois.

Les filiales de la Société disposent d'une encaisse non affectée totalisant 152 millions de dollars et de facilités de crédit disponibles se chiffrant à 141 millions de dollars au 3 octobre 2015, ce qui leur assure des liquidités suffisantes pour soutenir leurs activités pour au moins les 12 prochains mois.

Accès aux marchés financiers

En vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010*, qui a reçu la sanction royale le 15 décembre 2009, les emprunts auprès d'un autre organisme que le Trésor du gouvernement du Canada sont limités à 2,5 milliards de dollars. Le montant global d'emprunt autorisé comprend une somme maximale de 100 millions de dollars pouvant être utilisée pour la gestion de la trésorerie sous la forme d'emprunts à court terme. De plus, conformément à la *Loi sur la Société canadienne des postes*, le secteur Postes Canada peut également emprunter jusqu'à 500 millions de dollars au Trésor du gouvernement du Canada.

Au 3 octobre 2015, les emprunts du secteur Postes Canada et ceux des filiales de la Société se chiffrent respectivement à 1 052 millions de dollars et à 64 millions de dollars. La section 6.6 – Liquidités et ressources en capital du Rapport de gestion annuel de 2014 donne des précisions sur les liquidités et l'accès aux marchés financiers.

Dividendes

Notre politique de dividende est expliquée à la section 6.6 – Liquidités et ressources en capital du Rapport de gestion annuel de 2014.

6.7 Risques liés aux instruments financiers

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada utilise un éventail d'instruments financiers pour mener ses activités et ceux-ci sont résumés à la section 6.7 – Risques liés aux instruments financiers du Rapport de gestion annuel de 2014.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de voir fluctuer la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison des variations de facteurs de marchés externes, comme les taux d'intérêt, les cours de change et les prix des marchandises. Le secteur Postes Canada a un programme de couverture économique qui sert à réduire son exposition aux risques liés aux soldes en monnaies étrangères et aux ventes libellées en droits de tirage spéciaux prévus. Ces contrats à terme n'ont pas été désignés en tant qu'instruments de couverture aux fins de comptabilité. D'autres renseignements sur le risque de change sont donnés à la note 14 – Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers, afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 3 octobre 2015. Il n'y a pas eu de modification importante du risque de marché au cours du troisième trimestre de 2015.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière dû à l'incapacité d'une contrepartie à respecter ses obligations contractuelles. Le risque de crédit découle des placements dans des sociétés et des institutions financières, ainsi que du crédit consenti aux clients grossistes et commerciaux, notamment les créances impayées. Les ventes aux consommateurs sont réglées en argent comptant ou à l'aide de cartes de crédit reconnues. Il n'y a pas eu de modification importante du risque de crédit au cours du troisième trimestre de 2015.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court le Groupe d'entreprises de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations financières lorsque celles-ci deviennent exigibles. Le risque de liquidité est géré en constituant des réserves suffisantes de trésorerie, en maintenant des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant les flux de trésorerie prévus et réels et en faisant concorder les profils d'échéance des actifs financiers et des passifs financiers. Il n'y a pas eu de modification importante du risque de liquidité au cours du troisième trimestre de 2015.

6.8 Obligations contractuelles et engagements

Les obligations contractuelles et les engagements sont expliqués à la section 6.8 – Obligations contractuelles et engagements du Rapport de gestion annuel de 2014. Aucun changement important n'est survenu en ce qui a trait aux obligations contractuelles et aux engagements au cours du troisième trimestre de 2015.

6.9 Transactions avec des parties liées

La Société réalise différentes transactions avec des parties liées, tant dans le cours normal de ses activités que dans le but d'appuyer les politiques publiques du gouvernement du Canada. Ces transactions ne diffèrent pas de façon importante de celles décrites à la section 6.9 – Transactions avec des parties liées du Rapport de gestion annuel de 2014. D'autres renseignements sur les transactions avec des parties liées sont donnés à la note 13 – Transactions avec des parties liées, afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 3 octobre 2015.

6.10 Passifs éventuels

Les passifs éventuels sont décrits à la note 10 – Passifs éventuels, afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 3 octobre 2015. Aucune variation importante des passifs éventuels n'est survenue au cours du troisième trimestre de 2015.

7 Évolution de la situation financière

Examen des écarts importants des actifs et des passifs entre le 3 octobre 2015 et le 31 décembre 2014

(en millions de dollars)

ACTIFS	3 oct. 2015	31 déc. 2014	Écart	%	Explication
Trésorerie et équivalents de trésorerie	666	677	(11)	(1,5)	Consulter la section 6 – Liquidités et ressources en capital (page 11).
Titres négociables	787	689	98	14,3	L'écart est principalement attribuable à l'investissement de trésorerie dans des titres à court terme afin d'obtenir de meilleurs rendements.
Clients et autres débiteurs	793	795	(2)	(0,3)	Il n'y a aucun écart important.
Impôts à recevoir	4	1	3	206,7	L'écart est principalement attribuable aux versements d'acomptes provisionnels pour le secteur Purolator.
Autres actifs	122	98	24	24,1	L'écart est principalement attribuable à l'augmentation des charges payées d'avance pour le secteur Purolator.
Total des actifs courants	2 372	2 260	112	5,0	
Immobilisations corporelles	2 680	2 676	4	0,2	Il n'y a aucun écart important.
Immobilisations incorporelles	108	117	(9)	(7,4)	L'écart est principalement attribuable au fait que l'amortissement des biens logiciels excède les acquisitions.
Titres réservés	562	551	11	2,0	L'écart est principalement attribuable aux produits d'intérêts, contrés en partie par les pertes latentes.
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	150	141	9	6,6	L'écart est attribuable aux gains actuariels découlant d'une hausse des taux d'actualisation.
Actifs d'impôt différé	1 540	1 706	(166)	(9,7)	L'écart est principalement attribuable à la diminution des différences temporaires provenant des profits de réévaluation comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour le Régime et les autres avantages postérieurs à l'emploi de Postes Canada.
Écart d'acquisition	130	130	–	0,0	Il n'y a aucun écart.
Autres actifs	4	3	1	0,3	Il n'y a aucun écart important.
Total des actifs non courants	5 174	5 324	(150)	(2,8)	
Total des actifs	7 546	7 584	(38)	(0,5)	

(en millions de dollars)

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	3 oct. 2015	31 déc. 2014	Écart	%	Explication
Fournisseurs et autres créditeurs	510	583	(73)	(12,5)	L'écart est principalement attribuable à la diminution des taxes de vente à payer, des fournisseurs et des paiements d'intérêts sur les obligations pour le secteur Postes Canada en raison de leur calendrier de paiement.
Salaires et avantages à payer et provisions connexes	479	487	(8)	(1,6)	Il n'y a aucun écart important.
Provisions	71	71	-	(1,0)	Il n'y a aucun écart important.
Impôts à payer	28	52	(24)	(46,1)	L'écart est principalement attribuable au paiement d'une obligation fiscale prévue pour le secteur Postes Canada.
Produits différés	120	133	(13)	(9,9)	L'écart est principalement attribuable à la réduction des produits différés au titre des produits philatéliques en raison de leur caractère saisonnier.
Prêts et emprunts	73	22	51	237,8	L'écart est essentiellement attribuable au reclassement des obligations échéant en mars 2016 qui étaient classées dans les passifs non courants.
Passifs au titre des autres avantages à long terme	65	65	-	0,0	Il n'y a aucun écart.
Total des passifs courants	1 346	1 413	(67)	(4,7)	
Prêts et emprunts	1 043	1 112	(69)	(6,2)	L'écart est principalement attribuable au reclassement dans les passifs courants des obligations échéant en mars 2016 pour le secteur Postes Canada et aux remboursements de capital en vertu de contrats de location-acquisition pour le secteur Purolator.
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6 409	7 037	(628)	(8,9)	L'écart est principalement attribuable aux gains actuariels du secteur Postes Canada qui découlent en majeure partie d'une hausse des taux d'actualisation.
Passifs d'impôt différé	2	2	-	11,3	Il n'y a aucun écart.
Autres passifs	30	31	(1)	(9,9)	Il n'y a aucun écart important.
Total des passifs non courants	7 484	8 182	(698)	(8,5)	
Total des passifs	8 830	9 595	(765)	(8,0)	
Capitaux propres					
Capital d'apport	1 155	1 155	-	0,0	Il n'y a aucun écart.
Cumul des autres éléments du résultat global	46	54	(8)	(14,0)	L'écart est principalement attribuable aux pertes latentes nettes sur les actifs financiers disponibles à la vente pour le secteur Postes Canada.
Déficit accumulé	(2 511)	(3 244)	733	22,6	L'écart est principalement attribuable aux gains actuariels nets découlant de la réévaluation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi.
Capitaux du Canada	(1 310)	(2 035)	725	35,6	
Participations ne donnant pas le contrôle	26	24	2	10,6	
Total des capitaux propres	(1 284)	(2 011)	727	36,2	
Total des passifs et des capitaux propres	7 546	7 584	(38)	(0,5)	

8 Revue des activités d'exploitation

Examen détaillé de notre rendement financier

8.1 Résumé des résultats trimestriels

Résultats consolidés par trimestre

Le tableau suivant illustre les résultats consolidés du Groupe d'entreprises pour les huit derniers trimestres. Les volumes ont toujours varié au cours d'un même exercice, les pics de demande de services ayant lieu pendant la période des Fêtes au cours du quatrième trimestre. Les volumes baissent généralement dans les trimestres qui suivent, les creux se produisant pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les coûts fixes importants du Groupe d'entreprises ne varient pas à court terme en raison de ces fluctuations de la demande relative à ses services. Le nombre de jours ouvrables (ou commerciaux) et de journées payées, lequel nombre peut varier d'un trimestre à l'autre, peut également influencer sur les résultats trimestriels. Des jours ouvrables de plus ont pour effet d'accroître les produits alors que davantage de journées payées haussent les charges d'exploitation. Les trois premiers trimestres de 2015 comptent quatre jours ouvrables et quatre journées payées de plus qu'à la période correspondante de 2014, ce qui constitue une différence temporaire dont les répercussions auront disparu d'ici la fin de 2015.

(en millions de dollars)	T3 de 2015	T2 de 2015	T1 de 2015	T4 de 2014	T3 de 2014	T2 de 2014	T1 de 2014	T4 de 2013
Produits d'exploitation	1 903	1 947	2 064	2 233	1 874	2 007	1 868	2 045
Charges d'exploitation	1 884	1 943	2 035	2 034	1 842	1 911	1 896	2 005
Résultat d'exploitation	19	4	29	199	32	96	(28)	40
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	(9)	(8)	(7)	(14)	3	(10)	(9)	36
Résultat avant impôt	10	(4)	22	185	35	86	(37)	76
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	2	(2)	8	48	13	19	(9)	17
Résultat net	8	(2)	14	137	22	67	(28)	59

8.2 Résultats d'exploitation consolidés

Résultats consolidés du troisième trimestre et des trois premiers trimestres de 2015

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 39 semaines closes les				
	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	%	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	%	% ajusté ¹
Produits d'exploitation	1 903	1 874	29	(0,1) ¹	5 914	5 749	165	2,9	0,7
Charges d'exploitation	1 884	1 842	42	2,3	5 862	5 649	213	3,8	1,7
Résultat d'exploitation	19	32	(13)	(42,3)	52	100	(48)	(48,2)	-
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	(9)	3	(12)	-	(24)	(16)	(8)	(47,2)	-
Résultat avant impôt	10	35	(25)	(72,2)	28	84	(56)	(66,3)	-
Charge d'impôt sur le résultat	2	13	(11)	(83,3)	8	23	(15)	(61,4)	-
Résultat net	8	22	(14)	(65,7)	20	61	(41)	(68,2)	-
Autres éléments du résultat global	(265)	(106)	(159)	(146,5)	707	(1 516)	2 223	-	-
Résultat global	(257)	(84)	(173)	(203,1)	727	(1 455)	2 182	-	-

1. Après ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux ou de journées payées, le cas échéant.

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada a enregistré un résultat avant impôt de 10 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2015, comparativement à un résultat avant impôt de 35 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2014. Pour les trois premiers trimestres de 2015, le résultat avant impôt est de 28 millions de dollars, soit 56 millions de dollars de moins que pour la période correspondante de 2014. La dégradation du résultat avant impôt en 2015 est principalement attribuable au secteur Postes Canada. En outre, les trois premiers trimestres de 2015 comptent quatre jours ouvrables de plus, ce qui accroît les produits d'environ 2 %, ainsi que quatre journées payées de plus, ce qui hausse les charges d'exploitation d'environ 2 % par rapport à la période correspondante de 2014. Les détails sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.6.

Produits d'exploitation consolidés

Pour le troisième trimestre de 2015, les produits d'exploitation ont augmenté de 29 millions de dollars, comparativement au trimestre correspondant de 2014, cette hausse provenant essentiellement de la croissance du secteur Colis et de l'érosion moins prononcée que celle prévue des volumes du service Poste-lettres^{MC} pour le secteur Postes Canada, en raison des envois additionnels générés par les élections fédérales. Pour les trois premiers trimestres de 2015, les produits d'exploitation ont augmenté de 165 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2014, en raison surtout de la progression des produits des secteurs d'activité Courrier transactionnel et Colis de Postes Canada. Les détails des produits d'exploitation sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.6.

Charges d'exploitation consolidées

Les charges d'exploitation ont augmenté de 42 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2015 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour les trois premiers trimestres de 2015, elles se sont accrues de 213 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2014. Ces hausses résultent surtout de l'augmentation des coûts des avantages du personnel pour le secteur Postes Canada. Les détails sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.6.

Charge d'impôt sur le résultat consolidé

La charge d'impôt sur le résultat consolidé du troisième trimestre et des trois premiers trimestres de 2015 a diminué respectivement de 11 millions de dollars et de 15 millions de dollars, par rapport à celle des périodes correspondantes de l'exercice précédent, ce qui découle surtout de la diminution du résultat avant impôt du Groupe d'entreprises.

Autres éléments du résultat global consolidé

Les autres éléments du résultat global consolidé se chiffrent respectivement à -265 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, ce qui découle principalement du fait que les rendements des actifs des régimes de retraite sont, pour cette période, plus faibles que ceux prévus. Ce facteur est en partie compensé par les profits de réévaluation des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi provenant de l'augmentation des taux d'actualisation. Pour les trois premiers trimestres de 2015, les autres éléments du résultat global consolidé se situent à 707 millions de dollars, ce qui provient essentiellement des profits de réévaluation des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi par suite surtout de l'augmentation des taux d'actualisation. La volatilité qu'ont causée les fluctuations des rendements des placements des régimes de retraite et les changements de taux d'actualisation servant à évaluer ces régimes a, une fois encore, eu des répercussions importantes sur les autres éléments du résultat global du Groupe d'entreprises.

8.3 Résultats d'exploitation par secteur

Résultats par secteur – Résultat avant impôt

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 39 semaines closes les			
	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	%	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	%
Postes Canada	(13)	13	(26)	–	(20)	39	(59)	–
Purolator	18	19	(1)	(8,2)	35	35	–	(1,5)
Logistique	6	4	2	38,8	15	10	5	47,3
Autre	(1)	(1)	–	(53,3)	(2)	–	(2)	(95,3)
Groupe d'entreprises de Postes Canada	10	35	(25)	(72,2)	28	84	(56)	(66,3)

Les détails des résultats d'exploitation sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.6.

8.4 Secteur Postes Canada

Le secteur Postes Canada enregistre un résultat avant impôt de -13 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, comparativement à un résultat avant impôt de 13 millions de dollars au trimestre correspondant de 2014. Pour les trois premiers trimestres de 2015, le résultat avant impôt de Postes Canada est de -20 millions de dollars, contre 39 millions de dollars pour la période correspondante de 2014. Les reculs de 26 millions de dollars et de 59 millions de dollars sont principalement attribuables à l'érosion des volumes du secteur Courrier transactionnel et à l'accroissement des coûts des avantages du personnel, ce qui est en partie contrebalancé par la croissance des produits du secteur Colis, par des gains de productivité et par l'accroissement des produits qu'ont générés les élections fédérales qui ont eu lieu le 19 octobre dernier. Les résultats des trois premiers trimestres de 2015 sont également touchés par la mesure tarifaire du service Poste-lettres du régime intérieur qui est entrée en vigueur le 31 mars 2014 et par l'augmentation des produits dans le premier trimestre de 2015 par rapport à ceux de la période correspondante de 2014. Également, les trois premiers trimestres de 2015 comptent quatre jours ouvrables et quatre journées payées de plus qu'à la période correspondante de 2014, ce qui représente une différence temporaire qui se résorbera d'ici la fin de 2015.

Résultats de Postes Canada pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2015

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 39 semaines closes les				
	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	%	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	%	% ajusté ¹
Produits d'exploitation	1 486	1 443	43	1,5 ¹	4 641	4 470	171	3,8	1,7
Charges d'exploitation	1 490	1 434	56	4,1	4 638	4 417	221	5,0	2,9
Résultat d'exploitation	(4)	9	(13)	-	3	53	(50)	(95,2)	-
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	(9)	4	(13)	-	(23)	(14)	(9)	(58,7)	-
Résultat avant impôt	(13)	13	(26)	-	(20)	39	(59)	-	-
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(4)	7	(11)	-	(6)	10	(16)	-	-
Résultat net	(9)	6	(15)	-	(14)	29	(43)	-	-

1. Après ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux ou de journées payées, le cas échéant.

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de Postes Canada pour le troisième trimestre de 2015 se chiffrent à 1 486 millions de dollars, en hausse de 43 millions de dollars, ou 1,5 %, par rapport au trimestre correspondant de 2014, ce qui est principalement attribuable à la forte croissance du secteur Colis et à la hausse des produits en raison des élections fédérales. Pour les trois premiers trimestres de 2015, Postes Canada enregistre des produits d'exploitation de 4 641 millions de dollars, soit 171 millions de dollars, ou 1,7 %, de plus qu'à la période correspondante de 2014. L'augmentation des produits d'exploitation provient surtout de l'essor continu des produits du secteur Colis, de la majoration des tarifs instaurée dans le cadre d'une nouvelle structure de tarification progressive pour les envois Poste-lettres, qui est entrée en vigueur le 31 mars 2014, et du fait que les trois premiers trimestres de 2015 comptent quatre jours ouvrables de plus. Ces facteurs sont en partie neutralisés par l'érosion des volumes d'envois du service Poste-lettres.

Produits trimestriels par secteur d'activité

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 39 semaines closes les				
	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	% ajusté ¹	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	%	% ajusté ¹
Courrier transactionnel	742	751	(9)	(2,7)	2 410	2 351	59	2,5	0,4
Colis	380	337	43	11,3	1 130	1 031	99	9,6	7,4
Marketing direct	294	280	14	3,5	889	876	13	1,5	(0,6)
Autres produits	70	75	(5)	(8,5)	212	212	-	0,2	(2,3)
Total	1 486	1 443	43	1,5	4 641	4 470	171	3,8	1,7

1. Après ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux, le cas échéant.

Courrier transactionnel

Les produits générés par le secteur Courrier transactionnel au troisième trimestre de 2015, lesquels s'établissent à 742 millions de dollars, englobent les trois catégories de produits suivantes : Poste-lettres du régime intérieur (683 millions de dollars), Poste aux lettres de départ (25 millions de dollars) et Poste aux lettres d'arrivée (34 millions de dollars).

Au cours du troisième trimestre de 2015, les produits du secteur Courrier transactionnel ont diminué de 9 millions de dollars, soit 2,7 %¹, et les volumes ont baissé de 9 millions d'articles, soit 2,6 %¹, par rapport à la période correspondante de 2014. En ce qui concerne le service Poste-lettres du régime intérieur, soit la catégorie la plus importante, ses produits et ses volumes ont connu une baisse de 1,5 %¹ et de 1,4 %¹, respectivement. L'érosion générale a été beaucoup moins prononcée que dans les trimestres précédents en raison des envois additionnels (plus de 25 millions d'articles) qu'ont engendrés les élections fédérales. Exclusion faite de ces envois, les volumes du secteur Courrier Transactionnel et du service Poste-lettres du régime intérieur auraient baissé respectivement de 5,5 %¹ et de 4,6 %¹ au troisième trimestre de 2015, par rapport à la période correspondante de 2014.

Pour les trois premiers trimestres de 2015, les produits du secteur Courrier transactionnel ont augmenté de 59 millions de dollars, ou de 0,4 %¹, tandis que les volumes ont baissé de 111 millions d'articles, ou de 5,8 %¹, par rapport à la période correspondante de 2014. Pour ce qui est du service Poste-lettres du régime intérieur, les produits se sont renforcés de 72 millions de dollars, soit 1,2 %¹, mais les volumes ont chuté de 90 millions d'articles, ou de 5,3 %¹. Bien que les produits aient augmenté en raison de la majoration tarifaire instaurée pour ce service le 31 mars 2014, les volumes ont encore diminué fortement vu que les clients délaissent de plus en plus les communications sur papier.

Colis

Les produits générés par le secteur Colis au troisième trimestre de 2015, lesquels se chiffrent à 380 millions de dollars, englobent les quatre catégories de produits suivantes : colis du régime intérieur (273 millions de dollars), colis de départ (51 millions de dollars), colis d'arrivée (53 millions de dollars) et autres (3 millions de dollars).

Les produits du secteur Colis ont connu une augmentation de 43 millions de dollars, soit 11,3 %¹, et les volumes ont augmenté de plus de 4 millions d'articles, soit 10,4 %¹, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En ce qui concerne les colis du régime intérieur, soit la catégorie la plus importante et dont la croissance se poursuit, les produits ont augmenté de 36 millions de dollars, soit 13,2 %¹, et les volumes se sont accrus de 5 millions d'articles, soit 16,1 %¹.

Dans les trois premiers trimestres de 2015, les produits du secteur Colis ont augmenté de 99 millions de dollars, ou de 7,4 %¹, et les volumes se sont élargis de 11 millions d'articles, ou de 7,8 %¹, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Dans le cas des colis du régime intérieur, les produits ont connu un essor de 77 millions de dollars, soit 8,4 %¹, et les volumes ont augmenté de 11 millions d'articles, soit 11,2 %¹, dans les trois premiers trimestres de 2015, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

L'augmentation des produits et des volumes découle du très bon rendement associé à nos principaux clients commerciaux et de notre solide performance en matière de livraison. Elle reflète la croissance du marché de livraison des commandes du cybercommerce dans le segment entreprise à consommateur, puisque les clients continuent à commander de plus en plus de produits en ligne.

Marketing direct

Les produits générés par le secteur Marketing direct au troisième trimestre de 2015, lesquels totalisent 294 millions de dollars, englobent les quatre catégories de produits suivantes : Courrier personnalisé de Postes Canada^{MC}, anciennement Médiaposte avec adresse^{MC} (143 millions de dollars), Courrier de quartier de Postes Canada^{MC}, anciennement Médiaposte sans adresse^{MC} (101 millions de dollars), Poste-publications^{MC} (45 millions de dollars) et Correspondance-réponse d'affaires^{MC} et autre courrier (5 millions de dollars).

Les produits du secteur Marketing direct ont augmenté de 14 millions de dollars, soit 3,5 %¹, au troisième trimestre de 2015 et les volumes se sont accrus de 81 millions d'articles, soit 5,6 %¹, par rapport au troisième trimestre de 2014. Le service Courrier de quartier, la catégorie la plus importante pour les volumes, a connu une hausse de ses produits de 11 millions de dollars, ou 10,5 %¹, et les volumes ont augmenté de 77 millions d'articles, soit 8,2 %¹, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits du service Courrier personnalisé affichent une augmentation de 8 millions de dollars, ou 4,0 %¹, et les volumes se sont élargis de 11 millions d'articles, ou 2,9 %¹. Les résultats des services Courrier de quartier et Courrier personnalisé se sont améliorés en raison de l'accroissement des envois (plus de 35 millions d'articles) associé aux élections fédérales. Les produits du service Poste-publications ont baissé de 3 millions de dollars, ou 9,2 %¹, et les volumes se sont repliés de 8 millions d'articles, ou 11,9 %¹.

1. Après ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux, le cas échéant.

Dans les trois premiers trimestres de 2015, les produits du secteur Marketing direct accusent un recul de 0,6 %¹, alors que les volumes se sont élargis de 0,9 %¹, comparativement à la période correspondante de 2014. Les produits et les volumes du service Courrier de quartier ont augmenté respectivement de 2,9 %¹ et de 3,4 %¹. Les produits et les volumes du service Courrier personnalisé ont baissé respectivement de 0,1 %¹ et de 3,1 %¹, les clients commerciaux ayant réduit leurs dépenses de marketing et ayant redirigé une partie de ces dépenses vers d'autres médias. Par rapport à la période correspondante de 2014, les produits et les volumes du service Poste-publications ont baissé respectivement de 7,9 %¹ et de 10,9 %¹, dans les trois premiers trimestres de 2015, en raison principalement de la popularité croissante des solutions de remplacement numériques.

Autres produits

Les autres produits se chiffrent à 70 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, ce qui représente une baisse de 5 millions de dollars, ou de 8,5 %¹, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. À la fin des trois premiers trimestres de 2015, les produits totalisent 212 millions de dollars, ce qui signale une légère diminution, soit 2,3 %³, par rapport à la période correspondante de 2014.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation du secteur Postes Canada se chiffrent à 1 490 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, accusant ainsi une hausse de 56 millions de dollars, soit 4,1 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour les trois premiers trimestres de 2015, les charges d'exploitation se situent à 4 638 millions de dollars, ayant augmenté de 221 millions de dollars, soit 2,9 %², comparativement à la période correspondante de 2014. Les hausses au troisième trimestre et dans les trois premiers trimestres de 2015 découlent principalement de l'augmentation des coûts des avantages du personnel par suite de la réduction des taux d'actualisation. Également, les trois premiers trimestres de 2015 comptent quatre journées payées de plus que ceux de 2014.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 39 semaines closes les				
	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	%	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	%	% ajusté ³
Main-d'œuvre	739	738	1	0,1	2 285	2 260	25	1,1	(0,9)
Avantages du personnel	311	267	44	16,6	988	815	173	21,3	18,8
Total de la main-d'œuvre et des avantages du personnel	1 050	1 005	45	4,5	3 273	3 075	198	6,4	4,3
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	185	179	6	3,1	586	581	5	0,9	(1,2)
Immobilier, installations et entretien	58	60	(2)	(1,3)	191	187	4	2,5	0,4
Frais de vente, frais administratifs et autres coûts	134	123	11	9,2	396	373	23	6,1	4,0
Total des autres charges d'exploitation	377	362	15	4,4	1 173	1 141	32	2,9	0,8
Amortissement	63	67	(4)	(4,3)	192	201	(9)	(4,1)	(6,0)
Total	1 490	1 434	56	4,1	4 638	4 417	221	5,0	2,9

3. Après ajustement en fonction du nombre de journées payées, le cas échéant.

Main-d'œuvre

Les charges liées à la main-d'œuvre sont demeurées les mêmes au cours du troisième trimestre de 2015, mais ont augmenté de 25 millions de dollars, soit 1,1 %, pour les trois premiers trimestres de 2015, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable au fait que les trois premiers trimestres de 2015 comptent quatre journées payées de plus que ceux de la période correspondante de 2014. Compte non tenu de ces journées, les charges liées à la main-d'œuvre auraient diminué d'environ 0,9 % grâce surtout aux gains de productivité. Les importantes économies provenant des gains de productivité reflètent les investissements continus que la Société effectue pour optimiser l'efficacité de ses opérations.

Avantages du personnel

Les charges liées aux avantages du personnel ont augmenté de 44 millions de dollars, soit 16,6 %, au troisième trimestre de 2015 et de 173 millions de dollars, soit 18,8 %¹, dans les trois premiers trimestres de 2015 par rapport aux trimestres correspondants de 2014. Leurs hausses résultent essentiellement des conséquences négatives de la réduction des taux d'actualisation servant à calculer les coûts des régimes d'avantages du personnel en 2015, ce qui est atténué par les répercussions bénéfiques des rendements solides des actifs du régime de retraite en 2014.

1. Après ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux, le cas échéant.

2. Après ajustement en fonction du nombre de journées payées, le cas échéant.

Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre

Les charges liées aux services de levée, de traitement et de livraison offerts en sous-traitance se sont accrues de 6 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2015, par rapport à la période correspondante de 2014, ce qui est principalement attribuable à la hausse des coûts liés aux règlements internationaux. Pour les trois premiers trimestres de 2015, ces charges ont augmenté de 5 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2014, ce qui est principalement attribuable aux quatre journées payées de plus que comptent les trimestres considérés. Compte non tenu de ces journées, les charges auraient baissé de 1,2 % grâce surtout à la réduction des coûts du carburant.

Immobilier, installations et entretien

Par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, les charges liées aux installations ont légèrement baissé, soit de 2 millions de dollars, au troisième trimestre de 2015. Pour les trois premiers trimestres de 2015, les charges liées aux installations se sont accrues de 4 millions de dollars, comparativement à la période correspondante de 2014, en raison essentiellement des hausses des coûts des services publics.

Frais de vente, frais administratifs et autres coûts

Au troisième trimestre de 2015, les frais de vente, frais administratifs et autres coûts ont augmenté de 11 millions de dollars, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est principalement imputable à la hausse des charges liées aux technologies de l'information et de celles associées au Plan d'action en cinq points. Pour les trois premiers trimestres de 2015, les frais de vente, frais administratifs et autres coûts affichent une hausse de 23 millions de dollars, et ce, principalement à cause de l'augmentation des charges liées aux technologies de l'information et de celles associées au Plan d'action en cinq points ainsi que des quatre journées payées de plus que comptent ces trimestres.

Amortissement

La charge d'amortissement du troisième trimestre et des trois premiers trimestres de 2015 a baissé respectivement de 4 millions de dollars et de 9 millions de dollars, par rapport aux périodes correspondantes de 2014. Ces baisses découlent du fait que des bâtiments, du matériel informatique et du matériel de production étaient entièrement amortis ainsi que d'une modification apportée dans l'exercice précédent aux estimations comptables concernant la durée de vie utile du matériel de sécurité.

8.5 Secteur Purolator

Le secteur Purolator dégage un résultat net de 14 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, ce qui représente un recul de 8,2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les trois premiers trimestres de 2015, le résultat net de ce secteur est de 25 millions de dollars, soit 2,7 % de moins qu'il y a un an.

Résultats de Purolator pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2015

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 39 semaines closes les				
	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	%	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	%	% ajusté ¹
Produits d'exploitation	373	409	(36)	(10,3) ¹	1 164	1 222	(58)	(4,7)	(6,7)
Charges d'exploitation	355	389	(34)	(8,8)	1 128	1 185	(57)	(4,7)	(6,7)
Résultat d'exploitation	18	20	(2)	(10,3)	36	37	(1)	(3,8)	-
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	-	(1)	1	65,5	(1)	(2)	1	55,3	-
Résultat avant impôt	18	19	(1)	(8,2)	35	35	-	(1,5)	-
Charge d'impôt sur le résultat	4	5	(1)	(8,4)	10	10	-	1,4	-
Résultat net	14	14	-	(8,2)	25	25	-	(2,7)	-

1. Après ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux ou de journées payées, le cas échéant.

Produits d'exploitation

Purolator génère des produits d'exploitation de 373 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, ce qui représente une baisse de 36 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les trois premiers trimestres de 2015, les produits d'exploitation de ce secteur totalisent 1 164 millions de dollars, soit 58 millions de dollars de moins qu'à la période correspondante de 2014. Ces baisses découlent surtout de la réduction des volumes.

Charges d'exploitation

Total des charges liées à la main-d'œuvre

Le total des charges liées à la main-d'œuvre se situe à 179 millions de dollars au troisième trimestre de 2015 et à 562 millions de dollars pour les trois premiers trimestres de ce même exercice. Par rapport à la période correspondante de 2014, les charges liées à la main-d'œuvre n'enregistrent aucune variation au troisième trimestre de 2015. La hausse de 8 millions de dollars pour les trois premiers trimestres de 2015, comparativement à la période correspondante de 2014, provient surtout des quatre journées payées additionnelles en 2015.

Total des charges non liées à la main-d'œuvre

Le total des charges non liées à la main-d'œuvre s'établit à 176 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2015, ce qui représente une diminution de 34 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Après les trois premiers trimestres de 2015, le total de ces charges est de 566 millions de dollars, en baisse de 65 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2014. Ces baisses découlent essentiellement de la réduction des coûts du carburant et du transport aérien.

8.6 Secteur Logistique

Le secteur Logistique englobe les résultats financiers de SCI. L'apport du secteur Logistique au résultat net consolidé du troisième trimestre de 2015 s'élève à 4 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 1 million de dollars ou de 39,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les trois premiers trimestres de 2015, le secteur Logistique dégage un résultat net de 11 millions de dollars, pour une hausse de 4 millions de dollars, soit 47,3 %, comparativement à celui enregistré il y a un an.

Résultats du secteur Logistique pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2015

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 39 semaines closes les				
	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	%	3 oct. 2015	27 sept. 2014	Écart	%	% ajusté ¹
Produits d'exploitation	68	59	9	13,1 ¹	191	156	35	22,1	22,1
Charges d'exploitation	62	55	7	13,0	176	146	30	20,3	20,3
Résultat d'exploitation	6	4	2	39,8	15	10	5	47,5	-
Résultat avant impôt	6	4	2	38,8	15	10	5	47,3	-
Charge d'impôt sur le résultat	2	1	1	36,7	4	3	1	47,2	-
Résultat net	4	3	1	39,5	11	7	4	47,3	-

1. Après ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux ou de journées payées, le cas échéant.

Produits d'exploitation

SCI génère des produits d'exploitation de 68 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, ce qui représente 9 millions de dollars, ou 13,1 %, de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Après les trois premiers trimestres de 2015, les produits d'exploitation se chiffrent à 191 millions de dollars, en hausse de 35 millions de dollars, soit 22,1 %, par rapport à la période correspondante de 2014. Ces augmentations sont principalement attribuables à la croissance des volumes provenant des clients actuels et des nouveaux services.

Charges d'exploitation

Total des charges liées à la main-d'œuvre

Le total des charges liées à la main-d'œuvre se situe à 30 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, affichant ainsi une hausse de 4 millions de dollars, soit 16,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Après les trois premiers trimestres de 2015, le total de ces charges est de 86 millions de dollars, ayant augmenté de 18 millions de dollars, soit 27,3 %, comparativement à la période correspondante de 2014. Ces hausses résultent principalement de la croissance des volumes et des nouvelles activités.

Total des charges non liées à la main-d'œuvre

Le total des charges non liées à la main-d'œuvre est de 32 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, ce qui représente un accroissement de 3 millions de dollars, soit 10,0 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Après les trois premiers trimestres de 2015, le total de ces charges est de 90 millions de dollars, en hausse de 12 millions de dollars, soit 14,2 %, comparativement à la période correspondante de 2014. Ces augmentations résultent principalement de la croissance attribuable aux clients existants et aux nouveaux services.

8.7 Résultats consolidés par rapport au plan

Le tableau suivant présente le Plan d'entreprise de 2015 du Groupe d'entreprises de Postes Canada.

(en millions de dollars)

Résultats consolidés	Plan d'entreprise de 2015
Produits d'exploitation	8 108
Charges d'exploitation	8 047
Résultat d'exploitation	61
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	(31)
Résultat avant impôt	30

Selon le Plan d'entreprise de 2015 du Groupe d'entreprises de Postes Canada que le gouvernement du Canada a approuvé, il est prévu que le résultat avant impôt de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2015 atteindra 30 millions de dollars, soit 239 millions de dollars de moins que celui de 2014, ce qui reflète essentiellement le fait qu'on s'attend à ce que le secteur Postes Canada subisse une perte en 2015. Les coûts des avantages du personnel de ce secteur augmenteront considérablement en 2015 par rapport à ceux de 2014, à cause surtout de la réduction des taux d'actualisation en 2014, qui sont utilisés pour calculer les coûts des régimes d'avantages en 2015, ainsi que de l'érosion prévue des volumes Poste-lettres et des majorations tarifaires plus normales attendues. Pour les trois premiers trimestres clos le 3 octobre 2015, le Groupe d'entreprises affiche un résultat avant impôt de 28 millions de dollars.

9 Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les méthodes comptables

Examen des estimations comptables critiques et des changements de méthodes comptables en 2015 et dans les exercices ultérieurs

9.1 Estimations comptables critiques et incertitudes relatives aux estimations

L'établissement des états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs, en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers consolidés résumés intermédiaires et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses ainsi que d'autres estimations ou hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures.

Les estimations comptables critiques du Groupe d'entreprises demeurent essentiellement inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent. D'autres renseignements sur les estimations comptables critiques sont fournis dans le Rapport de gestion annuel de 2014 et à la note 3 – Estimations et jugements comptables critiques afférente aux états financiers consolidés de 2014, qui figurent tous deux dans le *Rapport annuel 2014 de la Société canadienne des postes*.

9.2 Prises de position en comptabilité

a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations

Ni l'International Accounting Standards Board (IASB) ni l'IFRS Interpretations Committee n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations dont l'adoption était obligatoire au cours du troisième trimestre.

b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

Les normes et les modifications publiées par l'IASB qui, de l'avis de la Société, pourraient avoir une incidence future sur le Groupe d'entreprises sont énumérées ci-après. Le Groupe d'entreprises évalue actuellement l'incidence de ces normes et modifications, le cas échéant, sur ses états financiers consolidés.

Norme ou modification	S'applique aux exercices ouverts à compter du
Modifications de l'IFRS 11, <i>Partenariats</i> , portant sur la comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune	1 ^{er} janvier 2016
Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2012-2014	1 ^{er} janvier 2016
Projet relatif aux informations à fournir – Modifications de l'IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>	1 ^{er} janvier 2016
IFRS 15, <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i>	1 ^{er} janvier 2018
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	1 ^{er} janvier 2018

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Le président-directeur général,



Le chef des finances,



Le 19 novembre 2015

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière

Aux (non audité – en millions de dollars canadiens)	Notes	3 octobre 2015	31 décembre 2014
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		666 \$	677 \$
Titres négociables		787	689
Clients et autres débiteurs		793	795
Impôts à recevoir		4	1
Autres actifs	4	122	98
Total des actifs courants		2 372	2 260
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	5	2 680	2 676
Immobilisations incorporelles	5	108	117
Titres réservés		562	551
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	6	150	141
Actifs d'impôt différé		1 540	1 706
Écart d'acquisition	9	130	130
Autres actifs		4	3
Total des actifs non courants		5 174	5 324
Total des actifs		7 546 \$	7 584 \$
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs		510 \$	583 \$
Salaires et avantages à payer et provisions connexes		479	487
Provisions		71	71
Impôts à payer		28	52
Produits différés		120	133
Prêts et emprunts		73	22
Passifs au titre des autres avantages à long terme	6	65	65
Total des passifs courants		1 346	1 413
Passifs non courants			
Prêts et emprunts		1 043	1 112
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	6 409	7 037
Passifs d'impôt différé		2	2
Autres passifs		30	31
Total des passifs non courants		7 484	8 182
Total des passifs		8 830	9 595
Capitaux propres			
Capital d'apport		1 155	1 155
Cumul des autres éléments du résultat global		46	54
Déficit accumulé		(2 511)	(3 244)
Capitaux du Canada		(1 310)	(2 035)
Participations ne donnant pas le contrôle		26	24
Total des capitaux propres		(1 284)	(2 011)
Total des passifs et des capitaux propres		7 546 \$	7 584 \$
Passifs éventuels	10		

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les		
	Notes	3 octobre 2015	27 septembre 2014	3 octobre 2015	27 septembre 2014
(non audité – en millions de dollars canadiens)					
Produits d'exploitation		1 903 \$	1 874 \$	5 914 \$	5 749 \$
Charges d'exploitation					
Main-d'œuvre		928	922	2 863	2 815
Avantages du personnel, incluant les profits résultant de modifications de régimes	6	356	309	1 134	949
		1 284	1 231	3 997	3 764
Autres charges d'exploitation	11	523	530	1 630	1 640
Amortissement	5	77	81	235	245
Total des charges d'exploitation		1 884	1 842	5 862	5 649
Résultat d'exploitation		19	32	52	100
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement					
Produits de placement et autres produits	12	4	16	14	24
Charges financières et autres charges	12	(13)	(13)	(38)	(40)
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement		(9)	3	(24)	(16)
Résultat avant impôt		10	35	28	84
Charge d'impôt sur le résultat	7	2	13	8	23
Résultat net		8 \$	22 \$	20 \$	61 \$
Autres éléments du résultat global					
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Réévaluations des régimes à prestations définies, après impôt	8	(255) \$	(111) \$	715 \$	(1 540) \$
Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net					
Profits latents (pertes latentes) sur les actifs financiers disponibles à la vente, après impôt	8	(3)	5	(1)	24
Profits réalisés reclassés en résultat net, après impôt	8	(7)	–	(7)	–
Autres éléments du résultat global		(265)	(106)	707	(1 516)
Résultat global		(257) \$	(84) \$	727 \$	(1 455) \$
Résultat net attribuable au (aux) :					
Gouvernement du Canada		7 \$	21 \$	18 \$	59 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1	1	2	2
		8 \$	22 \$	20 \$	61 \$
Résultat global attribuable au (aux) :					
Gouvernement du Canada		(257) \$	(84) \$	725 \$	(1 453) \$
Participations ne donnant pas le contrôle		–	–	2	(2)
		(257) \$	(84) \$	727 \$	(1 455) \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres

Période de 13 semaines close le 3 octobre 2015 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 4 juillet 2015	1 155 \$	56 \$	(2 264) \$	(1 053) \$	26 \$	(1 027) \$
Résultat net	–	–	7	7	1	8
Autres éléments du résultat global	–	(10)	(254)	(264)	(1)	(265)
Résultat global	–	(10)	(247)	(257)	–	(257)
Solde au 3 octobre 2015	1 155 \$	46 \$	(2 511) \$	(1 310) \$	26 \$	(1 284) \$
Période de 13 semaines close le 27 septembre 2014 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 28 juin 2014	1 155 \$	37 \$	(2 952) \$	(1 760) \$	24 \$	(1 736) \$
Résultat net	–	–	21	21	1	22
Autres éléments du résultat global	–	5	(110)	(105)	(1)	(106)
Résultat global	–	5	(89)	(84)	–	(84)
Solde au 27 septembre 2014	1 155 \$	42 \$	(3 041) \$	(1 844) \$	24 \$	(1 820) \$
Période de 39 semaines close le 3 octobre 2015 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2014	1 155 \$	54 \$	(3 244) \$	(2 035) \$	24 \$	(2 011) \$
Résultat net	–	–	18	18	2	20
Autres éléments du résultat global	–	(8)	715	707	–	707
Résultat global	–	(8)	733	725	2	727
Solde au 3 octobre 2015	1 155 \$	46 \$	(2 511) \$	(1 310) \$	26 \$	(1 284) \$
Période de 39 semaines close le 27 septembre 2014 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2013	1 155 \$	18 \$	(1 564) \$	(391) \$	26 \$	(365) \$
Résultat net	–	–	59	59	2	61
Autres éléments du résultat global	–	24	(1 536)	(1 512)	(4)	(1 516)
Résultat global	–	24	(1 477)	(1 453)	(2)	(1 455)
Solde au 27 septembre 2014	1 155 \$	42 \$	(3 041) \$	(1 844) \$	24 \$	(1 820) \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les		
	Notes	3 octobre 2015	27 septembre 2014	3 octobre 2015	27 septembre 2014
(non audité – en millions de dollars canadiens)					
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Résultat net		8 \$	22 \$	20 \$	61 \$
Ajustements visant à rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :					
Amortissement	5	77	81	235	245
Charges au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	232	178	703	523
Paievements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	(124)	(105)	(387)	(372)
Profit sur la vente d'immobilisations et d'actifs détenus en vue de la vente	12	–	(13)	(3)	(14)
Charge d'impôt sur le résultat	7	2	13	8	23
Charges d'intérêts nettes	12	9	9	26	26
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation :					
(Augmentation) diminution des clients et autres débiteurs		(7)	31	4	44
Augmentation (diminution) des fournisseurs et autres créditeurs		32	(5)	(64)	(89)
Augmentation (diminution) des salaires et avantages à payer et provisions connexes		53	(30)	(8)	(47)
Augmentation (diminution) des provisions		1	(1)	(1)	(10)
(Augmentation) diminution nette d'autres éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation		(10)	2	(45)	(52)
Autres produits sans effet sur la trésorerie, montant net		(14)	1	(26)	(10)
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant intérêts et impôt		259	183	462	328
Intérêts perçus		7	5	25	22
Intérêts payés		(24)	(25)	(50)	(50)
Impôts payés		(19)	(2)	(103)	(8)
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation		223	161	334	292
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition de titres		(502)	(363)	(1 138)	(868)
Produit de la vente de titres		469	185	1 027	759
Acquisition d'immobilisations		(114)	(60)	(234)	(166)
Produit de la vente d'immobilisations		9	15	14	16
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		(138)	(223)	(331)	(259)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Paievements au titre des obligations liées à des contrats de location-financement		(5)	(5)	(14)	(17)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement		(5)	(5)	(14)	(17)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		80	(67)	(11)	16
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		586	551	677	468
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		666 \$	484 \$	666 \$	484 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 3 octobre 2015
(non audités – en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1. Constitution, activités et instructions

Établie en 1981 par la *Loi sur la Société canadienne des postes* (la *Loi*), la Société canadienne des postes (la Société) est une société d'État qui figure à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle est mandataire de Sa Majesté. Son siège social est situé au 2701, promenade Riverside, Ottawa (Ontario), au Canada.

La Société exploite un service postal de collecte, de transmission et de distribution de messages, de renseignements, de fonds ou de marchandises au pays et entre le Canada et l'étranger. Tout en assurant l'essentiel du service postal de base, la Société doit, selon la *Loi*, exécuter sa mission en veillant à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

La *Loi* donne à la Société le privilège exclusif (à quelques exceptions près) de la collecte et de la transmission des lettres et de leur livraison aux destinataires au Canada. Les autres secteurs d'activité qui ne sont pas couverts par le privilège exclusif sont les secteurs Colis et Marketing direct.

En décembre 2006, la Société a reçu des instructions en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à savoir rétablir et conserver son service de livraison du courrier aux boîtes aux lettres rurales situées le long des chemins qu'elle desservait le 1^{er} septembre 2005, tout en respectant les lois applicables. La Société a terminé, à la fin de 2013, l'évaluation des risques pour la sécurité que posait la livraison du courrier aux boîtes aux lettres rurales situées le long des chemins. Les mesures correctives nécessaires ont été mises en œuvre tout au long de l'évaluation.

En décembre 2013, la Société a reçu une ordonnance, en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, l'enjoignant de faire autoriser ses mandats de négociation par le Conseil du Trésor relativement aux conventions collectives qui viennent à échéance en 2014 ou par la suite et avant d'établir les conditions de travail de ses employés non syndiqués qui ne sont pas nommés par le gouverneur en conseil.

En juillet 2015, la Société a reçu une ordonnance, en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, l'enjoignant d'harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements du Conseil du Trésor, d'une manière qui est conforme à ses obligations légales et de rendre compte de la mise en œuvre de ces instructions dans son prochain plan d'entreprise.

2. Règles de présentation

Déclaration de conformité • La Société a établi ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Conformément aux dispositions de cette norme, les états financiers consolidés résumés intermédiaires ne présentent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans des états financiers consolidés annuels. Ils doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées et en vigueur à la date de clôture. Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires et en a autorisé la publication le 19 novembre 2015.

Règles de présentation • Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour les cas autorisés par les IFRS et lorsque les notes indiquent qu'une autre méthode a été appliquée. Même si la date de clôture de l'exercice de la Société, qui est le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne correspondent pas nécessairement aux trimestres de l'année civile. De fait, les trimestres financiers de la Société ont 13 semaines. Les montants sont présentés en millions, sauf indication contraire.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation • Les états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens. Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle de la Société.

Caractère saisonnier des activités • Le volume des opérations consolidées de la Société varie au cours d'un même exercice, les pics de demande ayant lieu pendant les fêtes de fin d'année au cours du quatrième trimestre. Pendant les trois premiers trimestres de l'exercice, la demande baisse généralement de manière constante et les creux ont habituellement lieu pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les opérations consolidées prennent en compte des coûts fixes importants qui ne varient pas à court terme en fonction des fluctuations de la demande de services.

Principales méthodes comptables • Les principales méthodes comptables utilisées pour les états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2014, sauf pour ce qui est de l'application des nouvelles normes, des modifications et des interprétations entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2015, dont il est question à la note 3 afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires de la période de 13 semaines close le 4 avril 2015. Les méthodes comptables ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Méthode de consolidation • Les états financiers consolidés résumés intermédiaires comprennent les comptes de la Société et de ses filiales : Les Investissements Purolator Ltée (Purolator), Groupe SCL inc. (SCL) et Innovapost Inc. (Innovaposte). La Société, Purolator, SCL et Innovaposte sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada ou de Groupe d'entreprises.

Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations • L'établissement des états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs, en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers consolidés résumés intermédiaires et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses ainsi que d'autres estimations ou hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures. Les jugements critiques et les sources principales d'incertitude relative aux estimations sont présentés dans la note 3 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

3. Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées

a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations

Ni l'International Accounting Standards Board (IASB) ni l'IFRS Interpretations Committee n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations dont l'adoption était obligatoire au cours du troisième trimestre.

b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

Après avoir confirmé le report de un an de la date d'entrée en vigueur de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, au cours du deuxième trimestre, l'IASB a publié, durant le troisième trimestre, la modification officielle de la norme portant sur les produits des activités ordinaires. Ni l'IASB ni l'IFRS Interpretations Committee n'ont publié de normes, de modifications ou d'interprétations pouvant avoir une incidence future sur le Groupe d'entreprises. Les normes, les modifications et les interprétations non encore entrées en vigueur sont présentées à la note 4 b) des états financiers consolidés annuels de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

4. Autres actifs

Aux	3 octobre 2015	31 décembre 2014
Charges payées d'avance	120 \$	89 \$
Actifs détenus en vue de la vente	2	9
Total des autres actifs	122 \$	98 \$

Au 3 octobre 2015, la totalité des propriétés détenues en vue de la vente concerne le secteur Postes Canada. On prévoit que le produit de la vente de ces biens permettra de recouvrer entièrement leur valeur comptable.

5. Immobilisations

a) Immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Véhicules	Comptoirs de vente, mobilier et matériel de bureau	Autre matériel	Actifs en cours de développement	Total
Coût									
Solde au 31 décembre 2014	313 \$	1 981 \$	263 \$	1 300 \$	480 \$	458 \$	879 \$	52 \$	5 726 \$
Entrées	2	19	6	13	18	9	82	61	210
Mises hors service	-	(1)	(1)	(12)	(4)	(15)	(16)	-	(49)
Transferts	-	12	1	3	2	-	21	(39)	-
Solde au 3 octobre 2015	315 \$	2 011 \$	269 \$	1 304 \$	496 \$	452 \$	966 \$	74 \$	5 887 \$
Cumul des amortissements									
Solde au 31 décembre 2014	- \$	960 \$	200 \$	699 \$	262 \$	374 \$	555 \$	- \$	3 050 \$
Amortissement	-	44	10	60	37	22	28	-	201
Mises hors service	-	(1)	(1)	(8)	(4)	(14)	(16)	-	(44)
Solde au 3 octobre 2015	- \$	1 003 \$	209 \$	751 \$	295 \$	382 \$	567 \$	- \$	3 207 \$
Valeurs comptables									
31 décembre 2014	313 \$	1 021 \$	63 \$	601 \$	218 \$	84 \$	324 \$	52 \$	2 676 \$
3 octobre 2015	315 \$	1 008 \$	60 \$	553 \$	201 \$	70 \$	399 \$	74 \$	2 680 \$

b) Immobilisations incorporelles

	Logiciels	Logiciels en cours de développement	Contrats de services et relations clients	Total
Coût				
Solde au 31 décembre 2014	657 \$	20 \$	30 \$	707 \$
Entrées	-	25	-	25
Mises hors service	(6)	-	-	(6)
Transferts	2	(2)	-	-
Solde au 3 octobre 2015	653 \$	43 \$	30 \$	726 \$
Cumul des amortissements				
Solde au 31 décembre 2014	563 \$	1 \$	26 \$	590 \$
Amortissement	32	1	1	34
Mises hors service	(6)	-	-	(6)
Solde au 3 octobre 2015	589 \$	2 \$	27 \$	618 \$
Valeurs comptables				
31 décembre 2014	94 \$	19 \$	4 \$	117 \$
3 octobre 2015	64 \$	41 \$	3 \$	108 \$

6. Régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme

a) Passifs nets au titre des prestations définies

Les passifs nets au titre des prestations définies comptabilisés et présentés dans l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière se présentent comme suit :

Aux	3 octobre 2015	31 décembre 2014
Actifs au titre des prestations de retraite	150 \$	141 \$
Passifs au titre des prestations de retraite	2 912 \$	3 525 \$
Passifs au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 562	3 577
Total des passifs au titre des prestations de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6 474 \$	7 102 \$
Partie courante des passifs au titre des autres avantages à long terme	65 \$	65 \$
Partie non courante des passifs au titre des prestations de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6 409 \$	7 037 \$

b) Coût des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies

Les composantes du coût des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies comptabilisées à l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat global se présentent comme suit :

Périodes de 13 semaines closes les	3 octobre 2015			27 septembre 2014		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de la période	128 \$	27 \$	155 \$	92 \$	27 \$	119 \$
Coût financier	252	37	289	262	42	304
Produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(218)	–	(218)	(250)	–	(250)
Autres frais administratifs	3	–	3	3	–	3
Charge au titre des prestations définies	165	64	229	107	69	176
Charge au titre des cotisations définies	3	–	3	2	–	2
Charge totale	168	64	232	109	69	178
Rendement des titres réservés	–	(14)	(14)	–	(5)	(5)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	168 \$	50 \$	218 \$	109 \$	64 \$	173 \$
(Profits) pertes de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	814 \$	– \$	814 \$	29 \$	– \$	29 \$
(Gains actuariels) pertes actuarielles	(426)	(49)	(475)	403	(284)	119
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global	388 \$	(49) \$	339 \$	432 \$	(284) \$	148 \$

Périodes de 39 semaines closes les	3 octobre 2015			27 septembre 2014		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de la période	387 \$	84 \$	471 \$	273 \$	79 \$	352 \$
Coût financier	765	110	875	777	125	902
Produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(661)	–	(661)	(743)	–	(743)
Autres frais administratifs	10	–	10	10	–	10
Profit résultant de modifications de régimes	–	–	–	–	(5)	(5)
Charge au titre des prestations définies	501	194	695	317	199	516
Charge au titre des cotisations définies	8	–	8	7	–	7
Charge totale	509	194	703	324	199	523
Rendement des titres réservés	–	(24)	(24)	–	(15)	(15)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	509 \$	170 \$	679 \$	324 \$	184 \$	508 \$
(Profits) pertes de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(21) \$	– \$	(21) \$	(766) \$	– \$	(766) \$
(Gains actuariels) pertes actuarielles	(833)	(99)	(932)	2 729	92	2 821
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global	(854) \$	(99) \$	(953) \$	1 963 \$	92 \$	2 055 \$

c) Total des paiements versés en espèces

Le total des paiements versés en espèces au titre des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme pour le Groupe d'entreprises se présente comme suit :

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les	
	3 octobre 2015	27 septembre 2014	3 octobre 2015	27 septembre 2014
Prestations versées directement aux bénéficiaires au titre des régimes des autres avantages	31 \$	37 \$	110 \$	108 \$
Cotisations régulières de l'employeur aux régimes de retraite	76	50	224	203
Cotisations spéciales de l'employeur aux régimes de retraite	14	16	45	54
Paiements versés en espèces au titre des régimes à prestations définies	121	103	379	365
Cotisations aux régimes à cotisations définies	3	2	8	7
Total des paiements versés en espèces	124 \$	105 \$	387 \$	372 \$

Le montant total estimatif des cotisations du Groupe d'entreprises aux régimes de retraite à prestations définies en 2015 n'a pas évolué de manière significative par rapport au montant présenté dans les états financiers consolidés audités de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2014. Ce montant estimatif prend en compte la dispense de l'obligation de verser des cotisations spéciales à son régime de retraite agréé de 2014 à 2017 dont elle bénéficie, comme l'autorise le *Règlement sur la capitalisation du régime de retraite de la Société canadienne des postes*. La Société s'attend à reprendre les cotisations spéciales en 2018, soit après la période d'allègement temporaire.

7. Impôt sur le résultat

La Société est une société d'État désignée aux fins de l'impôt sur les bénéfices. Elle est donc, de ce fait, assujettie à l'impôt sur le résultat du palier fédéral en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les filiales de la Société sont assujetties à l'impôt sur le résultat des paliers fédéral et provinciaux.

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les	
	3 octobre 2015	27 septembre 2014	3 octobre 2015	27 septembre 2014
Charge d'impôt exigible sur le résultat	41 \$	11 \$	78 \$	20 \$
Charge (produit) d'impôt différé afférente à l'apparition et à la résorption des différences temporelles	(39)	2	(70)	3
Charge d'impôt sur le résultat	2 \$	13 \$	8 \$	23 \$

8. Autres éléments du résultat global

	Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	
	Réévaluations des régimes à prestations définies	Profits latents (pertes latentes) sur les actifs financiers disponibles à la vente	Profits réalisés reclassés en résultat net	Autres éléments du résultat global
Période de 13 semaines close le 3 octobre 2015				
Montant de la période Impôt sur le résultat	(339) \$ 84	(4) \$ 1	(10) \$ 3	(353) \$ 88
Montant net	(255) \$	(3) \$	(7) \$	(265) \$
Période de 13 semaines close le 27 septembre 2014				
Montant de la période Impôt sur le résultat	(148) \$ 37	5 \$ –	– \$ –	(143) \$ 37
Montant net	(111) \$	5 \$	– \$	(106) \$

	Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	
	Réévaluations des régimes à prestations définies	Profits latents (pertes latentes) sur les actifs financiers disponibles à la vente	Profits réalisés reclassés en résultat net	Autres éléments du résultat global
Période de 39 semaines close le 3 octobre 2015				
Montant de la période Impôt sur le résultat	953 \$ (238)	(2) \$ 1	(10) \$ 3	941 \$ (234)
Montant net	715 \$	(1) \$	(7) \$	707 \$
Période de 39 semaines close le 27 septembre 2014				
Montant de la période Impôt sur le résultat	(2 055) \$ 515	31 \$ (7)	– \$ –	(2 024) \$ 508
Montant net	(1 540) \$	24 \$	– \$	(1 516) \$

9. Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition a été réparti, lors de la comptabilisation initiale, entre deux unités génératrices de trésorerie qui correspondent au secteur Purolator et au secteur Logistique. La valeur comptable de l'écart d'acquisition pour ces secteurs s'établit comme suit :

Aux	3 octobre 2015			31 décembre 2014
	Secteur Purolator	Secteur Logistique	Total	Total
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	121 \$	9 \$	130 \$	130 \$

Test de dépréciation de l'écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation une fois l'an, à la clôture du troisième trimestre, pour le secteur Purolator et le secteur Logistique. La valeur recouvrable de chaque secteur est estimée en fonction de la valeur d'utilité, et il a été déterminé qu'elle était supérieure à la valeur comptable. Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée à ce titre pour la période considérée, ni pour la période précédente présentée à titre comparatif.

Le calcul de la valeur d'utilité pour le secteur Purolator, qui est le seul à avoir un solde significatif, repose sur les hypothèses suivantes :

- Les flux de trésorerie futurs ont été actualisés pour déterminer la valeur d'utilité. Les flux de trésorerie étaient fondés sur le plan quinquennal de Purolator, qui concorde avec l'expérience passée et la manière dont Purolator est gérée. Les flux de trésorerie ont été établis par extrapolation en leur appliquant un taux de croissance à perpétuité de 2,5 % (2,5 % au 27 septembre 2014), qui tient compte à la fois des taux de croissance et d'inflation et qui constitue un taux acceptable compte tenu de l'information disponible et des normes en vigueur dans l'industrie au moment du test de dépréciation.
- Un taux d'actualisation avant impôt de 15 % (16 % au 27 septembre 2014) a été appliqué pour calculer la valeur recouvrable de Purolator, qui est fondée sur le coût moyen pondéré du capital de Purolator.

10. Passifs éventuels

- a) Une plainte a été déposée auprès de la Commission canadienne des droits de la personne (la Commission) alléguant qu'il y avait eu discrimination par la Société en matière de travail à valeur égale. La plainte avait été initialement présentée en décembre 1982 par l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA). En mars 2006, sur la recommandation d'un conciliateur, la Commission a rejeté la plainte pour motif que celle-ci pouvait être traitée plus adéquatement sous le régime du *Code canadien du travail*.

Le 10 octobre 2012, la Société a été avisée par la Commission que l'ACMPA avait demandé la réactivation de sa plainte sur l'équité salariale. La Société a déposé un mémoire juridique complet le 10 décembre 2012, donnant suite à la demande de la Commission à cet effet. Le rapport de l'enquêteur de la Commission, publié le 8 décembre 2014, concluait que, même si les ententes survenues entre les parties réglèrent les différends en matière d'équité salariale pour la période subséquente à 1997, les différends en matière d'équité salariale de la période antérieure (soit de 1991 à 1997) demeuraient sans réponses et devaient être renvoyés au Tribunal canadien des droits de la personne (le Tribunal) sans autre forme d'enquête. Le 30 janvier 2015, la Société a présenté à la Commission un mémoire portant sur ce rapport. En mars 2015, la Commission a statué que le fond de cette affaire devait être entendu par le Tribunal. La requête de la Société en révision de la décision de la Commission sera entendue par la Cour fédérale le 17 février 2016. Le 28 août 2015, la Société a présenté au Tribunal un avis selon lequel elle déposera une requête en irrecevabilité de la plainte ou, à tout le moins, une demande de suspension de celle-ci jusqu'à ce qu'une décision soit rendue au terme de la révision judiciaire.

Il est impossible pour le moment de déterminer l'issue de cette plainte. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires à ce titre.

- b) L'ancienne convention collective entre la Société et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) a expiré en janvier 2011. À la suite des grèves tournantes déclenchées dans tout le pays par le STTP et du lock-out décrété par la Société, le gouvernement du Canada a déposé un projet de loi forçant le retour au travail, qui a reçu la sanction royale en juin 2011. En octobre 2011, le STTP a déposé une requête de contestation de la constitutionnalité de la loi. De nouvelles ententes ont par la suite été ratifiées et signées en décembre 2012.

La requête de contestation de la constitutionnalité de la loi forçant le retour au travail que le STTP a présentée, a été entendue en octobre 2015 par la Cour supérieure de l'Ontario, qui a mis l'affaire en délibéré. Comme il n'est pas actuellement possible de déterminer l'issue de la requête, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires à ce titre.

- c)** Jusqu'en juillet 2014 inclusivement, la Société a reçu du Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) des avis selon lesquels il avait accepté aux fins d'enquête un certain nombre de plaintes, tant non confidentielles que confidentielles, déposées par la société Conseillers en gestion et en informatique CGI inc. (CGI). Les plaintes visaient des demandes de propositions pour des services de centres de données et des services de développement d'applications qu'Innovaposte avait émises au nom du Groupe d'entreprises relativement aux contrats octroyés le 6 décembre 2013 et le 18 février 2014. Selon les prétentions non confidentielles de CGI, les documents et les renseignements que CGI avait le droit de recevoir en vertu de ses demandes de comptes rendus ne lui ont pas été fournis; des critères non divulgués ont été utilisés pour évaluer les offres de CGI; les offres de CGI ont été évaluées incorrectement. Après avoir examiné les réponses déposées et tenu des audiences, le TCCE a formulé des recommandations relativement à l'ensemble des plaintes non confidentielles et confidentielles déposées par CGI. Outre le remboursement par la Société des coûts relatifs à la préparation des plaintes engagés par CGI, qui sont d'un montant minime, le TCCE n'a recommandé aucune autre forme de réparation pécuniaire envers CGI de la part de la Société.

En novembre 2014, la Société a reçu un avis selon lequel CGI avait déposé une demande de révision judiciaire des recommandations du TCCE en ce qui concerne l'affaire des services de centres de données, mais qu'elle n'avait pas déposé de demande de révision judiciaire des recommandations du TCCE en ce qui concerne l'affaire des services de développement d'applications. La révision judiciaire des recommandations du TCCE en ce qui concerne l'affaire des services de centres de données a été entendue le 14 octobre 2015 par la Cour d'appel fédérale, qui a mis l'affaire en délibéré. Comme il n'est pas actuellement possible de déterminer l'issue de la révision judiciaire, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires à ce titre.

- d)** En novembre 2014, le STTP et d'autres organisations ont présenté à la Cour fédérale une demande de révision judiciaire de la décision de Postes Canada concernant la conversion du service de livraison du courrier à la porte vers des boîtes postales communautaires. Il est impossible pour le moment de déterminer l'issue de cette contestation. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.
- e)** Dans le cours normal de ses activités, le Groupe d'entreprises a conclu des ententes qui prévoient des indemnités en faveur de tiers. De plus, chaque société du Groupe d'entreprises a conclu des ententes d'indemnisation avec chacun de ses administrateurs et de ses dirigeants et avec certains employés – soit aux termes de règlements administratifs, soit aux termes d'ententes – afin de les dédommager pour les réclamations dont ils pourraient faire l'objet ou les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions d'administrateurs ou de dirigeants du Groupe d'entreprises ou dans l'exercice de leurs fonctions d'administrateurs, de dirigeants ou d'une autre fonction semblable au sein d'une autre entité à la demande du Groupe d'entreprises.

En général, ces ententes ne précisent pas les limites du Groupe d'entreprises en matière de responsabilité. Par conséquent, il n'est pas possible d'estimer le passif éventuel futur au titre de telles indemnités. Aucun montant n'a donc été comptabilisé dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires à cet égard.

- f)** Dans le cours normal de ses activités, le Groupe d'entreprises est partie à différentes réclamations et divers litiges pour lesquels les sorties de ressources nécessaires pour éteindre les obligations qui en découleraient ne peuvent être estimées ou ne sont pas probables à l'heure actuelle. Lorsqu'une obligation est manifeste, la Société comptabilise des provisions au titre de litiges si une sortie de ressources est probable, et qu'il est possible d'en estimer le montant de manière raisonnable.
- g)** Certains bâtiments de la Société contiennent des matériaux composés d'amiante que la Société serait obligée de retirer et de détruire de manière spéciale si elle entamait des projets de rénovation majeure ou de démolition partielle ou entière. Tant que ces projets ne seront pas amorcés, il n'y aura aucune obligation de retirer ou de détruire les matériaux contenant de l'amiante. Par conséquent, aucune provision à cet égard n'a été présentée dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

La Société a comptabilisé des passifs relatifs au démantèlement pour le retrait d'amiante et d'autres frais de remise en état de site pour des propriétés qu'elle compte céder en procédant à la vente de ces dernières (ces obligations devraient être transférées aux acheteurs éventuels de ces propriétés, à la date de la vente) ou rénover. Ces passifs sont comptabilisés à titre de provisions.

De même, la juste valeur des obligations de démantèlement liées à la remise en état des sites après l'enlèvement permanent d'une boîte postale communautaire d'un lieu ne peut pas être raisonnablement estimée, car la Société ne connaît pas les dates de règlement des obligations. La Société continuera d'évaluer sa capacité d'estimer les justes valeurs de ses obligations de démantèlement à chaque date de clôture.

11. Autres charges d'exploitation

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les	
	3 octobre 2015	27 septembre 2014	3 octobre 2015	27 septembre 2014
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre Immobilier, installations et entretien	290 \$	303 \$	923 \$	966 \$
Frais de vente, frais administratifs et autres coûts	81	83	266	265
Autres charges d'exploitation	523 \$	530 \$	1 630 \$	1 640 \$

12. Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les	
	3 octobre 2015	27 septembre 2014	3 octobre 2015	27 septembre 2014
Produit d'intérêts	4 \$	3 \$	11 \$	10 \$
Profit sur la vente d'immobilisations et d'actifs détenus en vue de la vente	–	13	3	14
Produits de placement et autres produits	4 \$	16 \$	14 \$	24 \$
Charge d'intérêts	(13) \$	(12) \$	(37) \$	(36) \$
Autres charges	–	(1)	(1)	(4)
Charges financières et autres charges	(13) \$	(13) \$	(38) \$	(40) \$
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	(9) \$	3 \$	(24) \$	(16) \$

13. Transactions avec des parties liées

La Société est détenue entièrement par le gouvernement du Canada et elle est soumise au contrôle commun avec d'autres organismes publics, ministères et sociétés d'État. Le Groupe d'entreprises a effectué les transactions suivantes avec des parties liées, en plus de celles qui sont présentées ailleurs dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires :

a) Gouvernement du Canada, ses organismes et les autres sociétés d'État

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les	
	3 octobre 2015	27 septembre 2014	3 octobre 2015	27 septembre 2014
Produits générés par des transactions avec des parties liées	83 \$	70 \$	224 \$	206 \$
Paiements reçus à titre de compensation en vertu de programmes				
Envois postaux du gouvernement et envois d'articles destinés aux aveugles	6 \$	6 \$	17 \$	17 \$
Loyers versés par les parties liées pour des locaux loués auprès de la Société	1 \$	2 \$	5 \$	5 \$
Charges relatives aux transactions avec des parties liées	6 \$	6 \$	19 \$	22 \$

La majeure partie des produits générés par des transactions avec des parties liées concerne des contrats commerciaux pour des services postaux conclus avec le gouvernement du Canada, ainsi que des paiements reçus à titre de compensation du gouvernement du Canada pour la prestation de services postaux parlementaires et l'envoi d'articles en franchise aux aveugles.

Aux	3 octobre 2015	31 décembre 2014
Montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci		
Inclus dans les clients et autres débiteurs	48 \$	25 \$
Inclus dans les fournisseurs et autres créditeurs	9 \$	7 \$
Produits différés générés par des transactions avec des parties liées	2 \$	3 \$

b) Transactions avec des entités pour lesquelles les principaux dirigeants du Groupe d'entreprises de Postes Canada détiennent le contrôle ou un contrôle conjoint

Dans le cours normal de ses activités, il arrive que le Groupe d'entreprises interagisse avec des entreprises dont les politiques financières et opérationnelles sont entièrement ou conjointement régies par les principaux dirigeants du Groupe d'entreprises. Le cas échéant, les principaux dirigeants concernés se retirent toujours de toutes les discussions ou décisions se rattachant aux transactions entre les sociétés. Les seules transactions d'importance réalisées au cours de la période de 39 semaines closes le 3 octobre 2015 ont eu lieu entre Purolator et une société contrôlée par l'un des principaux dirigeants du Groupe d'entreprises, qui est administrateur et actionnaire minoritaire de Purolator. Cette société a fourni à Purolator des services de transport aérien pour des montants de 3 millions de dollars et de 30 millions de dollars pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 3 octobre 2015, respectivement (28 millions de dollars et 81 millions de dollars, respectivement, au 27 septembre 2014). Au 3 octobre 2015, une somme de 1 million de dollars (6 millions de dollars au 31 décembre 2014) était due à la société par Purolator. Cette somme est incluse dans les fournisseurs et autres créditeurs. Ces transactions avaient été effectuées à des prix et à des conditions qui étaient comparables à ceux des transactions effectuées avec les autres fournisseurs de Purolator.

c) Transactions avec les régimes de retraite de la Société

Au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 3 octobre 2015, la Société a rendu des services administratifs au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes pour des montants de 2 millions de dollars et de 8 millions de dollars, respectivement (2 millions de dollars et 7 millions de dollars, respectivement, au 27 septembre 2014). Au 3 octobre 2015, une créance de 11 millions de dollars (11 millions de dollars au 31 décembre 2014) liée aux transactions avec le Régime est impayée et a été prise en compte dans les clients et autres débiteurs.

Les paiements versés en espèces, y compris les cotisations aux régimes à prestations définies et aux régimes à cotisations définies du Groupe d'entreprises, sont présentés à la note 6 c).

14. Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers

Justes valeurs des instruments financiers

Le tableau suivant présente les justes valeurs estimatives des instruments financiers conformément aux méthodes comptables du Groupe d'entreprises. Les justes valeurs sont déterminées et présentées selon la hiérarchie décrite ci-dessous qui reflète l'importance des données utilisées pour établir les estimations.

Au 3 octobre 2015

	Niveau 1 ¹	Niveau 2 ²	Niveau 3 ³	Total
Éléments évalués à la juste valeur				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	539 \$	127 \$	– \$	666 \$
Titres négociables	– \$	787 \$	– \$	787 \$
Titres réservés	– \$	562 \$	– \$	562 \$
Fournisseurs et autres créditeurs : passifs financiers détenus à des fins de gestion des risques	– \$	7 \$	– \$	7 \$
Éléments évalués au coût amorti				
Prêts et emprunts	– \$	1 378 \$	– \$	1 378 \$

Au 31 décembre 2014

	Niveau 1 ¹	Niveau 2 ²	Niveau 3 ³	Total
Éléments évalués à la juste valeur				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	457 \$	220 \$	– \$	677 \$
Titres négociables	– \$	689 \$	– \$	689 \$
Titres réservés	– \$	551 \$	– \$	551 \$
Fournisseurs et autres créditeurs : passifs financiers détenus à des fins de gestion des risques	– \$	1 \$	– \$	1 \$
Éléments évalués au coût amorti				
Prêts et emprunts	– \$	1 367 \$	– \$	1 367 \$

1. Niveau 1 : La juste valeur est établie à partir de cours non ajustés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.

2. Niveau 2 : La juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation qui utilisent des données d'entrée autres que les cours de marché inclus dans le niveau 1 qui sont observables directement ou indirectement et qui comprennent les données d'entrée ou des cours sur des marchés qui ne sont pas considérés comme actifs. Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués en actualisant les flux de trésorerie futurs, ce qui permet ainsi de maximiser l'utilisation des données d'entrées de marché directement ou indirectement observables, comme les taux d'intérêt assortis de modalités, de caractéristiques et de courbes de rendement similaires et de cours sur des marchés à terme établis à partir des taux d'intérêt et des écarts de crédit d'instruments identiques ou semblables.

3. Niveau 3 : La juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation qui utilisent des données d'entrée de marché non observables reposant sur la meilleure estimation de la direction.

Il n'y a eu aucun transfert entre les divers niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours de la période de 39 semaines close le 3 octobre 2015.

Les justes valeurs des éléments suivants sont proches des valeurs comptables de ceux-ci en raison de leur règlement prévu à court terme : clients et autres débiteurs, fournisseurs et autres créditeurs, salaires et avantages à payer et provisions connexes.

Facteurs de risques financiers

Les instruments financiers du Groupe d'entreprises l'exposent à un éventail de risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque marchandises), le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques financiers n'ont pas évolué de manière significative depuis la clôture de la dernière période. Des informations actualisées sont présentées ci-après sur la nature et l'étendue du risque de change et du risque de liquidité.

a) Risque de marché

Risque de change • L'exposition au risque de change provient principalement du secteur Postes Canada, pour lequel elle est surtout attribuable aux règlements internationaux avec les administrations postales étrangères et au remboursement des mandats-poste libellés en monnaie étrangère. L'obligation de la Société de parvenir à un règlement avec les administrations postales étrangères est libellée en droits de tirage spéciaux (DTS), soit un panier de monnaies étrangères comprenant le dollar américain (\$ US), l'euro (€), la livre sterling (£) et le yen (¥), alors que les paiements sont généralement libellés en dollars américains.

Le secteur Postes Canada possède un programme de couverture économique visant à réduire les risques liés aux soldes en monnaies étrangères et aux ventes libellées en DTS prévues. Les contrats de change à terme en vigueur s'établissent comme suit :

Au 3 octobre 2015

Devise	Montant notionnel	Équivalent en dollars canadiens	Taux contractuel moyen	Échéance	Type	Juste valeur
Dollar américain	38 \$ US	46 \$	1,20 \$/\$ US	15 octobre-17 décembre 2015	Vente à terme	(5) \$
Euro	24 €	34	1,43 \$/€	16 octobre-18 décembre 2015	Vente à terme	(1)
Livre sterling	5 £	10	1,83 \$/£	16 octobre-18 décembre 2015	Vente à terme	(1)
Yen	563 ¥	6	0,010 \$/¥	16 octobre-18 décembre 2015	Vente à terme	–
Total		96 \$				(7) \$

Au 31 décembre 2014

Devise	Montant notionnel	Équivalent en dollars canadiens	Taux contractuel moyen	Échéance	Type	Juste valeur
Dollar américain	24 \$ US	27 \$	1,14 \$/\$ US	15 janvier 2015	Vente à terme	(1) \$
Euro	14 €	20	1,41 \$/€	16 janvier 2015	Vente à terme	–
Livre sterling	3 £	5	1,78 \$/£	16 janvier 2015	Vente à terme	–
Yen	300 ¥	3	0,010 \$/¥	16 janvier 2015	Vente à terme	–
Total		55 \$				(1) \$

Les profits de change et les profits (pertes) sur les dérivés s'établissent comme suit :

	Périodes de 13 semaines closes les			27 septembre 2014			
	3 octobre 2015	Profits de change	Pertes sur dérivés	Total	Profits de change	Profits (pertes) sur dérivés	Total
Latents		3 \$	(3) \$	– \$	2 \$	(1) \$	1 \$
Réalisés		6	(4)	2	2	1	3
Total		9 \$	(7) \$	2 \$	4 \$	– \$	4 \$

Périodes de 39 semaines closes les	3 octobre 2015			27 septembre 2014		
	Profits de change	Pertes sur dérivés	Total	Profits de change	Profits (pertes) sur dérivés	Total
Latents	5 \$	(6) \$	(1) \$	– \$	1 \$	1 \$
Réalisés	10	(7)	3	5	(1)	4
Total	15 \$	(13) \$	2 \$	5 \$	– \$	5 \$

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court une société de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations financières lorsque celles-ci deviennent exigibles. Le Groupe d'entreprises gère le risque de liquidité en constituant des réserves suffisantes de trésorerie, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant les flux de trésorerie prévus et réels, et en rapprochant les profils d'échéance des actifs financiers et des passifs financiers. L'excédent de trésorerie est investi dans un éventail de titres à court terme du marché monétaire. Le Groupe d'entreprises investit dans des titres de qualité de crédit supérieure de gouvernements ou de sociétés, conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'administration.

Se reporter aux notes 17 et 24 c) afférentes aux états financiers consolidés annuels de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2014 pour un complément d'information sur les facilités d'emprunt autorisées actuelles de la Société.

15. Informations sectorielles

Secteurs opérationnels • Les méthodes comptables utilisées pour les secteurs opérationnels sont les mêmes que celles du Groupe d'entreprises. Les transactions intersectorielles sont conclues à des conditions qui sont comparables à celles en vigueur sur les marchés. Innovaposte, unité fonctionnelle responsable de la technologie de l'information, fournit au sein du Groupe d'entreprises des services partagés selon le principe de recouvrement des coûts. Sur une base consolidée, le Groupe d'entreprises n'a aucun client externe dont les achats représentent plus de 10 % de la totalité de ses produits.

Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 3 octobre 2015, l'unité fonctionnelle responsable de la technologie de l'information a touché des produits intragroupe de 67 millions de dollars et de 201 millions de dollars, respectivement (65 millions de dollars et 186 millions de dollars, respectivement, au 27 septembre 2014), a engagé des charges d'exploitation de 67 millions de dollars et de 201 millions de dollars, respectivement (65 millions de dollars et 186 millions de dollars, respectivement, au 27 septembre 2014) et a enregistré un résultat net de néant pour les périodes de présentation de l'information de 13 et de 39 semaines en 2015 et en 2014. Le total des actifs et des passifs au 3 octobre 2015 se chiffre respectivement à 127 millions de dollars et à 79 millions de dollars (113 millions de dollars et 66 millions de dollars, respectivement, au 31 décembre 2014).

Au 3 octobre 2015 et pour la période de 13 semaines close à cette date

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Total
Produits provenant des clients externes	1 481 \$	369 \$	53 \$	– \$	1 903 \$
Produits intersectoriels	5	4	15	(24)	–
Produits d'exploitation	1 486 \$	373 \$	68 \$	(24) \$	1 903 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 050 \$	179 \$	30 \$	25 \$	1 284 \$
Autres charges d'exploitation	377	163	30	(47)	523
Amortissement	63	13	2	(1)	77
Charges d'exploitation	1 490 \$	355 \$	62 \$	(23) \$	1 884 \$
Résultat d'exploitation	(4) \$	18 \$	6 \$	(1) \$	19 \$
Produits de placement et autres produits	4 \$	– \$	– \$	– \$	4 \$
Charges financières et autres charges	(13)	–	–	–	(13)
Résultat avant impôt	(13) \$	18 \$	6 \$	(1) \$	10 \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(4)	4	2	–	2
Résultat net	(9) \$	14 \$	4 \$	(1) \$	8 \$
Total des actifs	6 966 \$	814 \$	118 \$	(352) \$	7 546 \$
Acquisition d'immobilisations	103 \$	11 \$	1 \$	(2) \$	113 \$
Total des passifs	8 498 \$	327 \$	64 \$	(59) \$	8 830 \$

Au 27 septembre 2014 et pour la période de 13 semaines close à cette date

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Total
Produits provenant des clients externes	1 433 \$	390 \$	50 \$	1 \$	1 874 \$
Produits intersectoriels	10	19	9	(38)	–
Produits d'exploitation	1 443 \$	409 \$	59 \$	(37) \$	1 874 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 005 \$	178 \$	27 \$	21 \$	1 231 \$
Autres charges d'exploitation	362	197	27	(56)	530
Amortissement	67	14	1	(1)	81
Charges d'exploitation	1 434 \$	389 \$	55 \$	(36) \$	1 842 \$
Résultat d'exploitation	9 \$	20 \$	4 \$	(1) \$	32 \$
Produits de placement et autres produits	16 \$	– \$	– \$	– \$	16 \$
Charges financières et autres charges	(12)	(1)	–	–	(13)
Résultat avant impôt	13 \$	19 \$	4 \$	(1) \$	35 \$
Charge d'impôt sur le résultat	7	5	1	–	13
Résultat net	6 \$	14 \$	3 \$	(1) \$	22 \$
Total des actifs	6 655 \$	786 \$	102 \$	(339) \$	7 204 \$
Acquisition d'immobilisations	56 \$	3 \$	2 \$	– \$	61 \$
Total des passifs	8 683 \$	339 \$	51 \$	(49) \$	9 024 \$

Au 3 octobre 2015 et pour la période de 39 semaines close à cette date

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Total
Produits provenant des clients externes	4 621 \$	1 138 \$	155 \$	– \$	5 914 \$
Produits intersectoriels	20	26	36	(82)	–
Produits d'exploitation	4 641 \$	1 164 \$	191 \$	(82) \$	5 914 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	3 273 \$	562 \$	86 \$	76 \$	3 997 \$
Autres charges d'exploitation	1 173	527	84	(154)	1 630
Amortissement	192	39	6	(2)	235
Charges d'exploitation	4 638 \$	1 128 \$	176 \$	(80) \$	5 862 \$
Résultat d'exploitation	3 \$	36 \$	15 \$	(2) \$	52 \$
Produits de placement et autres produits	14 \$	– \$	– \$	– \$	14 \$
Charges financières et autres charges	(37)	(1)	–	–	(38)
Résultat avant impôt	(20) \$	35 \$	15 \$	(2) \$	28 \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(6)	10	4	–	8
Résultat net	(14) \$	25 \$	11 \$	(2) \$	20 \$
Total des actifs	6 966 \$	814 \$	118 \$	(352) \$	7 546 \$
Acquisition d'immobilisations	208 \$	27 \$	4 \$	(4) \$	235 \$
Total des passifs	8 498 \$	327 \$	64 \$	(59) \$	8 830 \$

Au 27 septembre 2014 et pour la période de 39 semaines close à cette date

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Total
Produits provenant des clients externes	4 447 \$	1 163 \$	138 \$	1 \$	5 749 \$
Produits intersectoriels	23	59	18	(100)	–
Produits d'exploitation	4 470 \$	1 222 \$	156 \$	(99) \$	5 749 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	3 075 \$	553 \$	68 \$	68 \$	3 764 \$
Autres charges d'exploitation	1 141	591	73	(165)	1 640
Amortissement	201	41	5	(2)	245
Charges d'exploitation	4 417 \$	1 185 \$	146 \$	(99) \$	5 649 \$
Résultat d'exploitation	53 \$	37 \$	10 \$	– \$	100 \$
Produits de placement et autres produits	24 \$	– \$	– \$	– \$	24 \$
Charges financières et autres charges	(38)	(2)	–	–	(40)
Résultat avant impôt	39 \$	35 \$	10 \$	– \$	84 \$
Charge d'impôt sur le résultat	10	10	3	–	23
Résultat net	29 \$	25 \$	7 \$	– \$	61 \$
Total des actifs	6 655 \$	786 \$	102 \$	(339) \$	7 204 \$
Acquisition d'immobilisations	149 \$	15 \$	7 \$	(2) \$	169 \$
Total des passifs	8 683 \$	339 \$	51 \$	(49) \$	9 024 \$

POSTES CANADA
2701 PROM RIVERSIDE BUREAU N1200
OTTAWA ON K1A 0B1

Renseignements généraux : 1 866 607-6301
Pour obtenir des informations plus détaillées sur les ressources à votre disposition,
veuillez visiter postescanada.ca.

Canada

